

LE TRAITE DE MAASTRICHT ET LA NECESSITE DE L'UNIFICATION SOCIALISTE DE L'EUROPE

Le Traité de Maastricht est un pas de plus dans la constitution de l'Europe des multinationales et de la finance capitalistes. Les 9/10^{ème} du texte de ces accords concernent les conditions d'installation d'une banque européenne unique et de la monnaie unique. Le principe, sacré pour le capitalisme, de la propriété privée, de l'économie de marché et de la concurrence, y est réaffirmé. Par contre, ce texte est très discret sur les principes démocratiques. Le pouvoir du Parlement Européen se réduit comme une peau de chagrin, au profit du conseil des ministres et de la super-commission, dont les membres sont choisis sans le moindre contrôle ni vote des populations. C'est donc un gouvernement européen, choisi par les gouvernements nationaux, qui sera chargé de mettre en oeuvre les nouvelles directives financières et économiques, sans veto ni contrôle du parlement européen. Celui-ci a seulement le droit de faire des recommandations, il a un rôle purement consultatif. Comparé aux parlements nationaux, le parlement européen est beaucoup plus faible. Même s'il a des majorités de députés de droite ou du centre, son faible pouvoir signifie que la grande bourgeoisie européenne n'a que faire de sa propre démocratie. Elle a besoin d'un pouvoir fort pour réaliser la concentration des capitaux, avoir une position plus concurrentielle sur le marché international. Ce pouvoir est dans les mains du Conseil des ministres et de la Commission Européenne.

Le seul point qui pourrait être considéré comme positif, du point de vue des droits démocratiques, est l'affirmation du droit de participation de tous les citoyens de l'Europe des Douze aux élections communales de leur lieu de résidence. Mais les communes ont si peu de poids dans les décisions économiques, sociales ou politiques importantes, et elles ont si peu de moyens pour mettre en oeuvre une politique de justice économique et sociale, que ce droit de vote est comme un os à ronger lancé aux partis de gauche.

Le Traité de Maastricht est encore plus discret en ce qui concerne les propositions de progrès social pour les populations. Il affirme que la réalisation de l'unité économique et financière engendrera automatiquement la croissance et le plein emploi. Il annonce que le chômage va diminuer, que le niveau de vie va augmenter, que la protection sociale de la population des Douze va s'accroître. Il fait un inventaire de bonnes intentions. Autant ces accords sont précis et détaillés pour faire fonctionner la haute finance capitaliste, autant ils sont nébuleux pour ce qui est des perspectives sociales. D'autre part, le Traité impose aux états membres de réduire leur dette publique, de contrôler l'inflation, dans un court délai. Cela a pour conséquence immédiate, que tous les gouvernements, avec les socialistes ou sans les socialistes, prennent des mesures d'austérité de plus en plus drastiques contre les travailleurs, contre les chômeurs, les retraités, contre les jeunes et les enfants à l'école. L'unification est très avancée de ce point de vue: atteinte aux droits à la santé, réduction des indemnités de chômage et élimination

suite page 5

LES PROBLEMES DE LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME EN YUGOSLAVIE

J.Posadas 18 Mai 1980

voir pages 3 et 4

Résolution du Bureau International

Le démantèlement de la Yougoslavie, banc d'essai du système capitaliste pour de nouvelles guerres

voir pages 2 et 6

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IV^{ème} Internationale Posadiste

Correspondance: "Lutte Ouvrière", rue des Cultivateurs, 62 1040
Bruxelles CCP 000.0976234-26 de POLET Tél:02/732.21.95

29^{ème} ANNEE - SEPTEMBRE 1992 - N° 389 - 20Francs

En Belgique aussi, les travailleurs ont dit NON à l'Europe capitaliste

EDITORIAL

Bien qu'il n'y ait pas eu de référendum sur Maastricht dans la plupart des pays européens, les travailleurs s'y sont exprimés, dans les mobilisations, les grèves, les manifestations contre la politique d'austérité que les différents gouvernements veulent mener à leurs dépens. Le prix de l'unification monétaire et politique européenne, c'est le programme, commun à l'Angleterre, la France, la Belgique, l'Espagne, l'Allemagne etc., de réduction de la dette publique, donc de mesures attaquant les conquêtes sociales des travailleurs, de privatisations des services publics, de restructurations économiques, de réduction de l'emploi, d'augmentation du coût de la vie. En France, les masses qui avaient soutenu le gouvernement de gauche depuis 1981, ont voté "non" à Maastricht et exprimé leur désaveu de Mitterrand et du Parti Socialiste qui se sont lancés éperdument dans la défense de ce traité, en faisant ainsi les sourds aux manifestations de la classe ouvrière, de la population exploitée. En présentant le résultat du referendum comme la victoire la plus importante de la démocratie après la défaite de l'hitlérisme en 1945, Mitterrand parle au nom des intérêts capitalistes et pas au nom des millions de travailleurs qui se sont exprimés dans ce referendum, ainsi que dans toutes les luttes qui se sont multipliées en France et dans toute l'Europe.

En pleine discussion sur les bienfaits de Maastricht, le capitalisme montre ses profondes divisions, et son incapacité de mener l'unification de l'Europe au bénéfice des populations. La guerre monétaire et financière fait rage. Les mêmes qui n'ont que l'Europe à la bouche spéculent tant et plus pour tirer un profit rapide de la faiblesse de l'Angleterre, de l'Italie ou de l'Espagne. Et tous les gouvernements

se préparent à de nouvelles mesures pour essayer de faire payer cette crise aux masses.

Les arrêts de travail d'avertissement à Charleroi et Liège, contre le budget du gouvernement De Haene, sont aussi un vote contre Maastricht. De même, les réactions des ouvriers et des employés des Forges de Clabecq, des chantiers navals de Temse, d'IBM-Belgique contre les fermetures et les licenciements en masse. Il faut étendre ces mouvements à tout le pays en disant clairement que le gouvernement ne pourra pas toucher à la sécurité sociale, à l'indexation des salaires, ni aux services publics pour réduire la dette de l'Etat. La ministre Mieke Smet invoque l'Europe pour justifier les attaques contre le droit des chômeurs à toucher encore des indemnités après un certain temps. Elle assure que la Belgique est le pays d'Europe où les chômeurs sont payés le plus longtemps et que cela défavorise ce pays dans la concurrence avec les autres. Voilà un exemple de l'Europe "sociale" qui se prépare: ils veulent niveler les acquis sociaux par le bas, au lieu d'étendre à tous les travailleurs européens les droits les plus élevés. Des milliers de personnes sont déjà exclues du droit au chômage avec ces nouvelles dispositions et des dizaines de milliers d'autres vont suivre. Comme le gouvernement ne peut proposer aucun emploi, la seule façon de réduire les chiffres astronomiques du chômage, c'est d'en exclure de plus en plus de gens. 100.000 chômeurs vont être convoqués et invités à suivre des formations pour se recycler. Mais, d'avance on sait qu'il n'y aura pas plus de 10.000 emplois disponibles. Entretemps, des milliers de travailleurs risquent de perdre leur travail à Clabecq, chez IBM etc., donc de grossir encore les rangs de chômeurs. La formule inventée par les patrons d'IBM est très insidieuse, on invite les travailleurs à quitter "volontaire-

La Yougoslavie (actuellement composée de la Serbie, de la Voïvodine, du Monténégro et de la Macédoine), est comparée à l'Irak de Saddam Hussein par l'impérialisme américain. En effet, après avoir reconnu précipitamment l'indépendance de la Croatie, de la Slovénie et de la Bosnie, les pays occidentaux peuvent qualifier toute action de la Serbie comme une invasion d'un autre pays, comme ils l'ont fait pour l'Irak et le Koweït. Cette comparaison n'est pas accidentelle. Il n'y a pas de pétrole en Yougoslavie, mais le capitalisme européen et américain ont un intérêt politique très important à fomentier et à entretenir cette guerre, ainsi que la fragmentation de l'ancienne république socialiste, et à acculer la Serbie à se mettre à genoux. L'embargo économique, diplomatique, sportif imposé par l'ONU est comme un prélude à une intervention militaire directe. Cet embargo a été décrété lui aussi dans la plus grande hâte, sur la base de faits non prouvés. Ceux-ci sont remis en question par des dirigeants de la FORPRONU sur place, qui soupçonnent maintenant les milices bosniaques d'avoir provoqué les attentats aux civils de Sarajevo, dont on avait accusé l'armée yougoslave pour justifier l'embargo.

Mais l'impérialisme américain n'est pas assuré dans ce cas d'avoir une hégémonie indiscutée. Au travers de la Yougoslavie, les grands pays capitalistes d'Europe et les Etats-Unis se disputent et expriment leur concurrence. Déjà l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et la France étaient intervenus, avec des intérêts divergents, pour pousser à l'indépendance de la Slovénie, de la Croatie, ou pour maintenir la Serbie. Maintenant, avec la participation des Etats-Unis, qui ne veulent pas laisser une initiative militaire dans les mains de l'Europe seule, ils ont inventé l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine et ne reconnaissent pas au gouvernement serbe et monténégrin le droit de se nommer "Yougoslavie". Ainsi, des conditions sont créées pour franchir un nouveau pas vers la guerre générale. Cette situation de démantèlement de la Yougoslavie n'a rien à voir avec le problème du droit à l'auto-détermination des peuples et des nations. Les masses de Yougoslavie ont eu l'expérience commune de la lutte contre le nazisme et l'occupation allemande, de la résistance et du mouvement des partisans de Tito, de la construction d'un Etat ouvrier pendant près de 50 ans. La faiblesse de la direction communiste de Tito a permis que se développent des couches bureaucratiques dans les différentes républiques, avec leurs intérêts particuliers et leur "autogestion". Ce sont ces castes-là qui se sont prêtées aux manœuvres du capitalisme européen et américain, dans le but de garder le pouvoir et leurs privilèges à échelle régionale, alors que la crise économique et la récession capitalistes se font sentir en Yougoslavie depuis plusieurs années. La classe ouvrière, la majorité de la population en Yougoslavie, a vécu de façon unie, les familles se sont mélangées inextricablement et on compte aujourd'hui plus d'un million de mariages mixtes dans l'ensemble du pays. Au nom d'un droit abstrait à l'auto-détermination, devra-t-on appuyer l'indépendance d'une colline ou d'un quartier ? On ne peut même pas parler de mouvements nationalistes dans les différentes républiques, ce sont des bandes armées qui se battent. Elles sont très bien armées par le capitalisme mondial qui n'a aucun scrupule, selon les intérêts d'un secteur ou d'un autre, à fournir un armement abondant pour le droit de certains à l'auto-détermination, contre les autres. Les bandes armées proviennent des anciennes milices territoriales de la Yougoslavie du temps de Tito. Avec l'exacerbation des conflits et de la concurrence entre les dirigeants des différentes républiques de la Fédération de Yougoslavie, ces milices territoriales ont été converties en petites armées qui agissent pour leur compte ou au service de la bureau-

Résolution du Bureau International

LE DEMANTELEMENT DE LA YUGOSLAVIE, BANC D'ESSAI DU SYSTEME CAPITALISTE POUR DE NOUVELLES GUERRES

cratie dominante de chaque république. D'autre part, la politique de l'autogestion a laissé la porte ouverte aux investissements capitalistes, aux banques occidentales qui se trouvaient déjà bien en place, en particulier en Croatie, et ont servi d'intermédiaires pour les transactions du gouvernement de Trudjman.

Les médias montrent toujours ce qu'ils appellent "les atrocités de l'armée yougoslave", comme à Sarajevo, le manque de moyens pour soigner les gens etc., sans en avoir la moindre preuve. D'autre part, l'embargo total imposé à la Serbie ne provoque-t-il pas les mêmes effets sur la population civile ? Cela, on ne le verra certainement pas. Les réfugiés, dont le nombre augmente sans cesse, sont aussi bien serbes que croates ou bosniaques, selon les régions. Les forces armées qui bombardent des cibles civiles ont également toutes les nationalités. L'exemple de l'aéroport de Sarajevo est le plus significatif de la partialité avec laquelle les médias présentent les problèmes : ce sont des forces "serbes" qui tiennent l'aéroport... mais ce sont aussi des forces "serbes" qui le bombardent et empêchent son utilisation pour les convois humanitaires !...

Pour ce qui est de ces aides humanitaires, elles sont à prendre avec la plus grande méfiance. Une organisation comme celle présidée par le ministre français de la santé, Kouchner, fait des choix très politiques dans son aide, quand son président annonce que la seule issue pour faire parvenir les secours est une intervention militaire internationale contre les Serbes. Par contre, certains autres responsables, comme le président de MSF-Belgique, à son retour de Sarajevo, reconnaît que la situation est inextricable et que des bandes armées de toutes les obédiences tirent sur tout obstacle et échappent à tout contrôle ou possibilité de respecter ensemble un cessez-le-feu demandé par l'ONU.

Il y a une volonté de certaines puissances capitalistes d'entrer en guerre contre ce qui reste de la Yougoslavie. C'est dans la logique de l'embargo déjà alourdi récemment. De même, la décision d'empêcher les sportifs yougoslaves de se produire dans les compétitions internationales est une mesure purement politique et réactionnaire, pour essayer d'étouffer toute idée d'entente entre les nationalités de la Yougoslavie. Les joueurs yougoslaves représentent justement une forte équipe, qui se composait de membres venant de toutes les républiques. On essaie de faire disparaître cette réalité et de faire oublier que les masses yougoslaves ont lutté ensemble contre le nazisme et construit la Yougoslavie comme un Etat ouvrier.

Au-delà du problème spécifique de la Yougoslavie, il faut voir ce que veulent dire toutes ces manœuvres des différents pouvoirs capitalistes internationaux. La Yougoslavie ne présente pas d'intérêts économiques ou financiers majeurs pour le capitalisme mon-

dial. Qu'est-ce que cela pouvait faire aux grandes puissances de laisser se disputer les dirigeants yougoslaves quant au secteur qui aurait la prédominance ? En fait, la Yougoslavie est devenue un enjeu politique dans les conflits intercapitalistes entre les grands pays d'Europe et entre l'Europe et l'impérialisme américain. En même temps que se déroule ce conflit de Yougoslavie, il existe en Europe une grande discussion sur l'OTAN et sur le rôle des armées nationales. L'OTAN était, soi-disant, un organisme destiné à défendre l'Europe, sous la protection des Etats-Unis, contre le danger d'invasion soviétique et du Pacte de Varsovie. Ces dangers sont censés

avoir disparu, selon les dires de tous nos gouvernants, mais l'OTAN va redoubler de puissance et de moyens militaires. Elle a déjà servi de force d'appui pour la guerre du Golfe, elle a servi pour faire pression sur la Libye, maintenant on discute de s'en servir pour des interventions militaires dans n'importe quel coin du monde, quand il s'agit de défendre les intérêts de l'Occident. La guerre contre l'Irak a été une sorte de laboratoire d'expérimentation d'une guerre super-technologique, la Yougoslavie sert d'expérimentation pour l'instauration d'une force militaire internationale, au-dessus des lois d'un pays, commandée par l'impérialisme américain et acceptée par les autres principaux pays capitalistes. Le conflit qu'ils ont maintenant est de déterminer comment se partager le pouvoir de décision sur ces forces militaires, de mercenaires modernes.

Certains pays capitalistes européens veulent le renforcement de l'UEO. Cela fait partie des accords de Maastricht, qui envisagent de doter la Communauté Européenne d'une défense commune, dont la force armée commune entre la France et l'Allemagne serait le noyau. Mais les autres, dont l'Angleterre et les Etats-Unis, y sont très hostiles, car ils y perdraient leur hégémonie. Tout cela se reflète dans les tergiversations et la relative paralysie du capitalisme en Yougoslavie. Il faut aussi voir cela derrière les discussions actuelles dans plusieurs pays sur la suppression du service militaire. A première vue, une telle décision

suite page 6

En Belgique aussi, les travailleurs ont dit NON à l'Europe capitaliste

suite de la page 1

ment" l'entreprise, et ainsi ils se retrouveront sur le pavé, mais sans être demandeurs d'emploi, sans avoir aucun droit à la sécurité sociale.

La manière de riposter à cette situation, c'est de revendiquer le partage du travail sans perte de salaire et la réduction générale du temps de travail à 35 heures/semaine. Au lieu de cela, le patronat fait des pressions constantes sur les travailleurs pour prolonger la semaine de travail, et recule l'âge de la prépension et de la retraite. Faire payer leur crise aux capitalistes, ce n'est pas un slogan en l'air. La revendication de réduction du temps de travail et de défense de l'emploi est une lutte très importante pour les organisations syndicales en particulier. Elle doit se développer à l'échelle de toute l'Europe, c'est ainsi que l'on va opposer un front des travailleurs à celui du patronat et empêcher aussi les capitalistes de se réfugier dans les pays d'Europe où les conditions de travail sont plus faibles.

La dette publique qui est très élevée en Belgique, sert aussi de justification aux gouvernements pour prendre des mesures d'austérité contre la population. Mais le parti socialiste et les syndicats, les organisations de gauche n'ont pas à assumer cette dette ! Au lieu de proposer, comme vient de le faire Guy Spitaels, de privatiser des entreprises publiques pour rembourser une partie de cette dette, il faut en exiger l'annulation. Les banques, belges et internatio-

nales, ne cessent de s'enrichir grâce aux remboursements de la dette publique et grâce aux nouveaux emprunts que l'Etat, les Communautés, les Régions, continuent à faire. Il est logique qu'elles soient furieusement opposées à tout ajournement ou même consolidation de la dette publique. Le gouvernement De Haene, et surtout les dirigeants socialistes qui y participent se soumettent à ces directives. Le fossé entre eux et les travailleurs est de plus en plus grand.

Le congrès du PS s'est tenu récemment, mais sans aborder ces problèmes fondamentaux. C'est à peine si le président Busquin a parlé de la nécessité d'une plus grande transparence et moralité des dirigeants de son parti. Cependant, tous les caciques du PS, qui ont touché à la corruption et à tous les compromis pourris, restent en place. La gauche socialiste est restée, elle, bien silencieuse. C'est pourquoi les réactions qui viennent du mouvement syndical ont beaucoup d'importance et elles ont une incontestable portée politique. En développant un mouvement national des travailleurs contre le budget De Haene, on peut mettre en échec la politique réactionnaire de ce gouvernement et préparer les conditions pour une nouvelle offensive en s'unissant aux travailleurs de tous les autres pays européens sur un programme commun anti-capitaliste.

le 20 septembre 1992

LES PROBLEMES DE LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME EN YOUGOSLAVIE

Ce texte que nous publions est extrait d'un document plus important que J. Posadas a rédigé à la mort de Tito ("LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME, LES NON ALIGNES, L'AUTOGESTION ET LA MORT DE TITO"), dans lequel il analyse les conditions spécifiques du développement de l'Etat ouvrier yougoslave, entre autres choses à politique de l'autogestion et du non-alignement.

Ces analyses des erreurs commises par la direction yougoslave, dues en partie à la politique de Staline et de la direction soviétique de l'époque, donnent les bases pour comprendre la situation dans laquelle se trouve la Yougoslavie aujourd'hui. L'absence d'une direction marxiste et d'un centre politique capable de résoudre les problèmes économiques et sociaux de l'ensemble de la population ont permis le développement de couches bureaucratiques défendant des intérêts régionaux privés, causant l'exacerbation des luttes entre les différentes ethnies ou nationalités.

Tito était un révolutionnaire et il est mort en révolutionnaire. Cependant, à partir de 1950, il s'est éloigné du programme strictement communiste, tout comme d'autres, Staline l'ayant conduit à cela. Mais la contribution de Tito à l'histoire, et à la Yougoslavie en particulier, est importante. C'était un pays arriéré, féodal, divisé en différentes nationalités, dirigé par un roi qui jouait le rôle de coordinateur face à ces différentes nationalités. De cette situation découlait une arriération culturelle, artistique, scientifique et économique, et cette structure était maintenue intentionnellement afin d'assurer la domination du grand capital par l'intermédiaire du roi. Le capitalisme a été incapable d'unifier la Yougoslavie, ni de la sortir de l'arriération, mais le communisme l'a fait. Il n'existe pas encore de société communiste, mais les méthodes, la conception communiste des relations sociales et de l'histoire, ont permis de sortir la Yougoslavie de l'arriération et d'en faire un pays développé. Il est encore en retard par rapport à d'autres Etats ouvriers, mais il est infiniment avancé par rapport à ce qu'il était. Le capitalisme a été incapable de faire cela, tout d'abord parce qu'il n'y avait pas intérêt, ensuite parce que sa structure ne le lui permettait pas. Le développement de la Yougoslavie n'intéressait ni la France, ni l'Allemagne, ni l'Italie, car il allait se faire contre ces pays. Tito a développé la Yougoslavie en tant que communiste, avec le programme et la politique communistes.

Voilà une expression simple de la contribution des objectifs et de la politique communistes au développement des pays. Les erreurs de Tito furent énormes, mais les erreurs criminelles de Staline furent bien pires car il abandonna Tito au capitalisme.

Aujourd'hui encore le capitalisme crée des pays ayant plusieurs nationalités, comme par exemple la Belgique qui comprend les Wallons, les Flamands et les Allemands. A Ostende ou à Anvers on n'accepte pas de correspondance écrite en français, elle doit être rédigée en flamand. Voilà la culture capitaliste ! La

Yougoslavie était comme cela au début, mais la nécessité du développement économique et social impulsé par Tito a permis d'unifier le pays et d'en finir avec tout cela.

Des problèmes de petites nationalités existent en Hollande et dans une certaine mesure en Italie ou on parle allemand dans le nord du pays. Dans le Bremer, les gens sont italiens mais parlent allemand. Toutes les plaques sont écrites en allemand, non à l'intention des touristes, mais à cause de la domination de la langue allemande dans cette région. Cela n'a rien de notable en soi mais montre que le capitalisme est incapable d'intégrer les populations car il est composé d'intérêts différents qui se heurtent entre eux.

Il y a sept langues en Yougoslavie, des disputes surgissent entre les différentes nationalités mais elles coexistent entre elles. La Yougoslavie montre comment l'objectif communiste permet de résoudre les problèmes de l'arriération que signifie l'existence de ces nationalités, alors que le capitalisme ne résoud rien de ces problèmes. L'Union Soviétique et la Chine les ont également résolus. Il existe au moins 300 nationalités en Chine, on y parle cinq langues différentes - et non des dialectes - dans une seule province. Même si la Yougoslavie a conservé un certain retard car sa contribution scientifique et culturelle reste faible, elle a résolu en général les problèmes des relations sociales.

C'est là une contribution du Parti Communiste Yougoslave dirigé par Tito. Nous lui rendons hommage pour cette fonction et pour le fait que, sur le plan mondial, il ne s'est jamais joint au front capitaliste contre l'Union Soviétique, comme les Chinois l'ont fait, même s'il a été très critique envers elle. Tito a commis des erreurs politiques très grandes, mais il a toujours maintenu l'identité communiste. Une de ses erreurs est la politique de "non-alignement" et du "tiers-monde", mais même dans ces

J. Posadas

18 Mai 1980

conditions Tito ne s'est jamais mis du côté du capitalisme contre l'Union Soviétique. Ceci fait partie de sa contribution à l'histoire.

Mais ce qui détermine aussi notre adhésion et notre hommage à Tito, c'est la tâche qu'il a accomplie pour la construction du socialisme. L'absence de direction a obligé à passer par certaines étapes. Si Staline n'avait pas poussé Tito vers le capitalisme et si les Etats ouvriers s'étaient tous unifiés après la guerre, un progrès énorme aurait eu lieu, ayant une grande influence sur le monde, et la Yougoslavie se serait développée. Mais la politique de Staline a poussé Tito à inventer entre autres choses la politique du "non-alignement", qui s'est avérée être une base d'erreurs et de dangers très grands. Ces dangers existent toujours, même s'ils sont réduits.

Tito est parvenu à comprendre la construction du communisme, mais le manque d'un centre communiste marxiste conséquent, l'absence d'un mouvement centralisé communiste se basant sur l'expérience marxiste et appliquant le marxisme aujourd'hui - à une étape qui n'est pas la même que celle de 1917 -, la rupture entre les intérêts objectifs de la construction du socialisme et le développement de l'appareil bureaucratique, ont poussé Tito à rechercher des solutions hors du camp, du programme, de la théorie et de la conception communiste.

L'autogestion par exemple n'a rien à voir avec le communisme. Tito en est responsable, mais c'est Staline qui l'a acculé à cela. Il ne s'agit pas de remonter le cours de l'histoire pour condamner Staline, mais pour comprendre que la construction du communisme passe par diverses étapes. Entre le capitalisme et le socialisme il y a l'étape de l'Etat ouvrier. Ce n'est ni le socialisme, ni le communisme, mais une étape de transition qu'il faut qualifier comme telle et programmer en conséquence. Si on considère qu'il s'agit du socialisme, on en tire certaines conclusions, si c'est un Etat ouvrier on en tire d'autres. Staline qualifiait l'Union Soviétique de socialiste, mais ni avant ni maintenant elle n'est un pays socialiste. Elle possède des formes de socialisme mais c'est un Etat ouvrier. Une mesure simple et évidente qui permet de le qualifier ainsi est le fait que les relations sont encore déterminées par "à chacun selon ses capacités", par la force et la capacité individuelle. Ceci n'est pas du socialisme. L'Union So-

viétique prépare le socialisme et en élève les conditions, mais le problème n'est pas de croire que celui qui est gros mange beaucoup et celui qui est maigre mange peu. Ce n'est pas une question de distribution de nourriture mais de relations humaines. La distribution des aliments en est la part la moins importante, car on assure à tous les aliments dont ils ont besoin. Toute la population intervient comme direction.

De la même manière, les syndicats exercent dans certaines parties du monde une certaine fonction de direction : conseils de quartiers, conseils d'écoles, d'universités, d'usines, de paysans, conseils pour le ravitaillement. Ce sont des formes de direction de la société dans lesquelles toute la population intervient. Les conseils ne sont pas des organismes fonctionnant dans des bureaux, mais des organismes désignés par la population pour organiser la production, la distribution, contrôler la qualité. Il n'y a pas de directeurs, ni de conseils d'administration et d'entreprises, tout ce décide de la façon la plus simple.

Le socialisme signifie des relations sociales supérieures qui ne sont pas strictement déterminées par "à chacun selon ses besoins", mais par le fait qu'elles permettent d'éliminer les organes de direction, les directeurs, les gérants, et de la remplacer par l'activité des gens eux-mêmes. Il n'y a là rien d'empirique : les gens ont de l'expérience et agissent. Il faut tout un processus pour y arriver, mais il faut aider ce processus. Actuellement il n'existe pas encore d'expérience complète de la construction du socialisme.

A la différence du système capitaliste, le socialisme ne se développe pas sur la base de l'accumulation du capital. La classe dirigeante du capitalisme s'est formée dans l'économie au cours de l'époque féodale, elle s'est créée comme classe dirigeante avec la structure dont elle avait besoin. Mais dans le socialisme, il en va autrement, son développement se fait au travers du parti et de la société, et non au travers de l'économie. L'économie est importante mais secondaire par rapport à la politique et à la direction du parti. Si elle prend une importance fondamentale, c'est parce que l'appareil bureaucratique pense en tant que tel. Pour la bureaucratie, l'économie est l'élément le plus important pour diriger la société, c'est ainsi qu'elle crée des cadres qui deviennent ensuite directeurs ou gérants.

Les erreurs qui se produisent dans l'économie des Etats ouvriers, de l'URSS, de la Chine ou de Cuba, ne sont pas le résultat des failles de la programmation de la propriété étatisée et de la planification centralisée. Au contraire, la propriété étatisée et

LES PROBLEMES DE LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME EN YOUGOSLAVIE

suite de la page 3

la planification de la production ont permis à l'Union Soviétique de devenir, à partir de rien, le premier pays du monde sous certains aspects, non au niveau de l'économie mais dans le domaine culturel, scientifique et même sportif.

La politique pernicieuse et bureaucratique de Staline a poussé Tito à inventer l'autogestion. Tito pensait que les problèmes existant en URSS résultaient de la centralisation de l'économie, mais ils étaient le résultat d'un manque de vie politique, d'intervention des syndicats, de contrôle de la population. Tito ne voyait pas cela et disait que les problèmes provenaient de la centralisation de la propriété et de la distribution, et qu'il était nécessaire de décentraliser. C'est ainsi qu'il a créé l'autogestion.

C'est une de ses graves erreurs et un coup contre le mouvement communiste mondial. Il pensait qu'il avait ainsi un centre pour coordonner les disputes entre les différentes nationalités. Mais s'il avait tiré une conclusion communiste, il aurait adopté un programme centralisé : étatisation de toute la propriété, planification collective. C'est de cette façon que les nationalités s'unifient et se confondent, comme en Chine ou en Union Soviétique. En Yougoslavie, différentes religions existent, orthodoxe, catholique, musulmane, et développent des intérêts religieux locaux.

Lorsque Staline a poussé Tito vers le capitalisme, celui-ci s'est trouvé face à la réaction intérieure des différentes nationalités, des bourgeois, des chefs, des éléments liés à l'appareil productif, technique et scientifique. Ceux-ci essayaient chacun de tirer des avantages, individuels ou pour leur région, comme les Monténégrins, les Macédoniens, les Slovènes, les Croates. Le Parti Communiste Yougoslave était petit, et ses meilleurs cadres avaient été tués pendant la guerre. Seul un petit noyau a subsisté et les autres sont devenus communistes en cours de route reliés à des intérêts nationaux. Les limitations du développement économique faisaient surgir les problèmes de nationalités, mais chacun essayait de les résoudre de son côté. Face à cela, Tito eut recours à l'autogestion, et procédait ainsi à quelque chose d'empirique, à une invention pour essayer de coordonner les différentes nationalités entre elles dont les plus importantes étaient les Slovènes et les Croates.

Tito eut recours à cette mesure parce qu'il s'est trouvé avec un parti affaibli et diminué par la guerre. Il fallait comprendre cette

J. POSADAS

18 Mai 1980

situation, mais Staline et la bureaucratie soviétique n'y avaient aucun intérêt. Ils voulaient soumettre Tito pour empêcher que l'attitude indépendante de la Yougoslavie n'influence le reste des Etats ouvriers, ce qui signifiait développer plus profondément des mesures communistes. C'est pour cela que Staline le poussa vers le capitalisme. Les Yougoslaves, sous la direction de Tito, avaient une attitude indépendante vis-à-vis de l'URSS, mais ils n'étaient pas hors de son influence. Les Soviétiques ne pouvaient pas intervenir parce qu'ils devaient affronter les Allemands. Tito croyait que le triomphe sur les Allemands revenait uniquement à ses partisans, alors que si les Allemands n'avaient pas dû affronter l'URSS, ils auraient pu facilement écraser la Yougoslavie.

L'Etat ouvrier soviétique et la révolution polonaise, bulgare, allemande, ont mis en déroute les nazis et ont permis la victoire de l'armée de Tito. Celui-ci le ne l'a pas compris, il croyait que le triomphe de la Yougoslavie venait des Yougoslaves. Avec tout le respect dû à Tito et à l'héroïsme immense des partisans yougoslaves, il faut dire que la Yougoslavie n'aurait pas gagné si l'Union Soviétique n'avait pas mis les Allemands le dos au mur. Ils ont signé la paix avec la Yougoslavie, non parce qu'ils étaient fatigués mais parce qu'ils suivaient les conseils des Anglais et des Yankees. La base de leur accord était : "Liquidez Hitler et nous faisons la paix, sinon les Soviétiques vont occuper toute l'Allemagne et il faut les arrêter". Les Allemands ont fait la paix d'un jour à l'autre pour empêcher l'avance des Soviétiques et c'est ce qui a sauvé Tito. Cela ne diminue en rien son courage et celui de l'armée des partisans, mais il faut voir l'ensemble de ce processus et non chaque pays séparément.

La Yougoslavie avait une expérience très faible de la construction du socialisme. L'expérience qui venait de l'URSS était que Staline avait liquidé toute la direction du Parti Bolchevique et éliminé tout ce qui restait encore d'intervention des masses dans les usines, les campagnes. Staline avait brisé la base de la structure communiste, de la direction. Le programme communiste de la propriété étatisée et de la direction centralisée subsistait, lui permettant de compenser la faiblesse économique de l'URSS face au capitalisme mondial. Tito ne voyait pas cela et devait

répondre aux pressions des différentes nationalités qui voulaient chacune leur indépendance, ainsi qu'aux pressions des alliés qui voyaient un danger dans Tito. Les alliés utilisèrent Tito contre Staline, mais ils cessèrent rapidement de le faire car Tito était aussi un danger pour eux dans la mesure où, s'il avait suivi plus à fond la politique communiste, il aurait influencé l'Allemagne, la Bulgarie, l'Albanie et tous les autres Etats ouvriers.

L'impérialisme a essayé d'utiliser Tito pour empêcher que Staline n'envahisse la Yougoslavie, car il voulait se servir de lui contre l'URSS et les nouveaux Etats ouvriers. Tito s'est laissé utiliser parce qu'il se voyait sans parti et sans bases économiques face à une arriération immense et à l'énorme destruction due à la guerre. Cela l'a amené à chercher une formule de conciliation avec les nationalités et à faire l'autogestion, qui était la base pour inventer ensuite le "non-alignement" et le "tiers-monde", deux conceptions qui n'ont aucune assise matérielle. Toute cette explication est nécessaire pour comprendre l'apparition d'un Tito et comment le manque d'une direction centralisée a conduit à la rupture avec la conception, la tradition et l'expérience de Lénine. Staline a appuyé et stimulé l'intérêt de la bureaucratie de chaque pays, et la première chose qui a été faite après la guerre a été d'installer d'autres appareils bureaucratiques. Tito n'avait pas de points d'appui auxquels s'accrocher, et il n'y avait pas d'expérience mondiale de la construction des Etats ouvriers. L'expérience de l'URSS a été mise de côté par Staline qui a assassiné toute la direction du Parti Bolchevique. C'est dans ces conditions que le titisme a surgi. Tito a essayé de concilier avec Staline, mais ce dernier voulait sa soumission et contenir la révolution yougoslave. Il voulait que le roi Michel revienne sur le trône et qu'il partage le pouvoir avec le Parti Communiste Yougoslave, ce que Tito refusa.

Les problèmes intérieurs des nationalités et des six républiques ont créé en Yougoslavie une bureaucratie pareille à celle de Staline et concurrente. On ne pouvait parler d'une direction révolutionnaire yougoslave contre une direction contre-révolutionnaire soviétique. Bien qu'il existât des conditions d'arriération de la Yougoslavie justifiant le retard économique et politique, la vie politique et la vie de classe aurait pu être développée afin d'élever des cadres dans une voie révolutionnaire en attendant une nouvelle étape. Au lieu de cela, les Yougoslaves ont développé un ap-

pareil bureaucratique, comportant dans ses rangs de hauts dirigeants qui ont été plus tard condamnés en tant que contre-révolutionnaires. L'un d'eux, Djilas, est passé au camp du système capitaliste, ce qui est la conséquence d'un retard politique et non celle de l'arriération économique.

Une des conséquences de la politique de la direction yougoslave est l'existence d'une couche sociale de riches. En Union Soviétique, pas un seul dirigeant de l'Etat ouvrier n'est devenu anti-Etat ouvrier, sauf des artistes ou des écrivains. Mais en Yougoslavie, Djilas était un haut dirigeant du parti. Tel est le résultat de la conception bureaucratique du parti, de l'économie et de l'histoire, qui provient de la faiblesse de l'Etat ouvrier yougoslave à son origine et du comportement de Staline qui a étouffé et empêché tout développement théorique et politique dans les partis communistes.

Il faut intervenir dans les luttes internes en Yougoslavie, car la bureaucratie yougoslave a un comportement incertain. Elle n'a pas d'autorité sur les masses pour faire accepter des changements ou de nouvelles répartitions, à la différence de Tito. Les masses acceptaient celui-ci, et maintenant la bureaucratie a peur, un secteur va essayer d'intervenir, alors que Tito contenait tout cela tant sur sa gauche que sur sa droite. C'est pour cette raison que tout le capitalisme est venu à l'enterrement de Tito. Le capitalisme utilisait la Yougoslavie contre l'URSS mais a coupé court à cette politique quand il a vu que la Yougoslavie se structurait en Etat ouvrier. Que représente l'autogestion ? C'est une concession faite par rapport au capitalisme. Elle n'entre pour rien dans un programme communiste, et se détermine en fonction des régions, des villes, des entreprises. En Slovénie par exemple, sept grandes usines de chaussures se font la concurrence entre elles. C'est absurde ! Le résultat est qu'on fabrique des millions de chaussures qu'il faut ensuite jeter, ou d'autres qui sont mal faites et qui coûtent cher. Cela a créé du chômage et a une mauvaise influence sur la population. Malgré cela, la Yougoslavie est socialiste, c'est un Etat ouvrier que les Yougoslaves défendent avec toute leur passion. Ils voient que malgré toutes ces erreurs les mesures prises dans l'Etat ouvrier ont permis d'avancer.

Dans cette lutte pour former les fédérations sur la base de l'autogestion, Tito devait s'imposer à l'appareil technique bureaucratique qui était lié au capitalisme. Le parti et les syndicats avaient peu de poids et de contrôle, c'est ainsi que s'est définie la politique économique de la Yougoslavie. La création de l'autogestion est contraire à toutes les expériences scientifiques, aux analyses et aux conclusions de l'expérience de l'Union Soviétique, de la Chine et des autres

suite page 6

Résolution du Bureau International

Le Traité de Maastricht et la nécessité de l'unification socialiste de l'Europe

suite de la page 1

d'un nombre croissant de gens du droit aux indemnités, allongement de l'âge de la pension, prolongation des heures de travail sans améliorations de salaires, restrictions dans l'enseignement, augmentation des impôts et taxes de toutes sortes pour la majorité de la population. Maastricht sert de bouclier et d'épouvantail pour faire passer des mesures anti-sociales. Une autre constante de tous les gouvernements européens, même quand les socialistes en font partie, c'est la liquidation d'importants secteurs des services publics ou leur privatisation. Toujours au nom du Traité de Maastricht et de la construction européenne.

Ce Traité est soumis à référendum dans certains pays, dans la majorité d'entre eux, ce sont les parlements qui l'ont ratifié, sans plus. Mais, en Irlande, près de la moitié des électeurs n'ont pas voté et le NON a obtenu 30%, et au Danemark, une majorité a voté "non". En France, il est très possible également que le "non" l'emporte. Si le Traité de Maastricht était soumis à un vote dans tous les pays, on constaterait clairement que l'Europe des banquiers, des multinationales et des technocrates, ne rencontre pas l'enthousiasme populaire, et que les gens ne sont pas dupes de tous les discours européens des dirigeants politiques, de droite comme de gauche. De toutes façons, la volonté des masses n'a pas d'importance dans cette Europe. Malgré l'avis de la population, le capitalisme a besoin de cette unification pour survivre. Mais les accords de Maastricht, comme d'ailleurs les autres traités et négociations concernant l'agriculture, le commerce extérieur, la politique extérieure, expriment aussi la crise du système capitaliste. Celui-ci n'est pas capable de faire autre chose que Maastricht. L'unification de l'Europe est une nécessité objective. Les premiers à l'avoir mis en évidence, ce ne sont pas les Schumann, Monet, Spaak, etc., ce sont les communistes, c'est Lénine et l'Internationale Communiste au début du siècle. Mais c'est une tâche historique qui incombe aux Etats ouvriers, aux forces socialistes, syndicales, communistes, progressistes, à la classe ouvrière et aux secteurs de la population qui ne sont pas dépendants de la propriété privée. C'est le seul moyen de pouvoir harmoniser l'Europe, d'y intégrer toutes les populations, d'utiliser les ressources matérielles et humaines immenses pour le bien de tous. Comme les Etats ouvriers, les mouvements communiste et socialiste n'ont pas encore mené à bien cette tâche, l'unification de l'Europe se fait dans le régime capitaliste. Le maximum que celui-ci peut donner, c'est Maastricht, c'est-à-dire, la dictature du grand capital sur le reste de la bourgeoisie, de la petite-bourgeoisie et des travailleurs. C'est une nécessité impérieuse pour faire face à la concurrence de l'impérialisme américain et japonais. Mais c'est aussi une arme à double tranchant, car pour faire cette Europe, le capitalisme attaque, non seulement la classe ouvrière, les droits sociaux conquis de haute lutte par les travailleurs, mais aussi les secteurs plus faibles du capitalisme, la petite-bourgeoisie, les paysans, les petits patrons et commerçants. Les mouvements sociaux qui déferlent actuellement sur l'Europe des Douze en-

globent aussi bien les travailleurs salariés, que les paysans, les transporteurs routiers. Pour faciliter et favoriser l'intervention des multinationales et de la haute finance européenne dans le reste du monde capitaliste, l'Europe cède aux Etats-Unis sur le plan de l'agriculture et sacrifie sa paysannerie aux exigences du GATT. On accepte de réduire les subventions aux agriculteurs, de liquider en fait la Politique Agricole Commune. Les agriculteurs seront obligés de réduire leurs terres cultivables de 30%. La PAC était un substitut d'une planification de l'agriculture, mais elle montrait de toutes manières cette nécessité. Maintenant, tout cela risque de disparaître. Il y a une grande capacité de production de l'agriculture, pour quoi ne peut-elle être planifiée en commun à l'échelle de toute l'Europe, de façon à satisfaire les besoins de toute la population européenne, et contribuer aux besoins des masses de l'Afrique dont on voit tous les jours à la TV le dénuement immense. Il en est de même dans tous les domaines de l'économie : les accords de Maastricht fixent certaines règles pour contrôler la concurrence entre les différents pays capitalistes européens, pour faire face dans de meilleures conditions à la concurrence mondiale. Mais ils ne proposent pas la moindre perspective de planification commune, d'organisation de l'économie répondant aux besoins des populations. Les premiers traités européens ont organisé la rationalisation de la production du charbon et de l'acier, le résultat en a été la destruction d'importants outils de production en sidérurgie, la fermeture de milliers de mines et l'exclusion de centaines de milliers de travailleurs de la production. Il n'y a eu, par contre, aucun plan de reconversion des industries liquidées, et des régions entières sont devenues des déserts, en Angleterre, en Belgique, en Italie etc.. Le traité de Maastricht ignore totalement ces problèmes et fait de l'unification monétaire la panacée du développement économique et social.

Entretemps, c'est le chômage qui se développe, ainsi que le nombre de gens qui s'appauvrissent, qui sont exclus de la vie économique et sociale. 50 millions de pauvres. Et cela va s'aggraver. On va trouver "normal" qu'il y ait une partie de la population privée de tout droit. Les mesures que prennent tous les gouvernements sur le chômage ont cette logique : elles établissent une série de règles pour rendre plus difficile le maintien des droits aux indemnités, mais n'offrent aucun emploi !

Le Traité de Maastricht donne une plus grande liberté d'action aux sociétés multinationales et les exemptes presque totalement d'impôts. Tout ce que les capitalistes ne paient pas, ce sont les masses qui le paient, et les impôts se multiplient, pour financer la Communauté Européenne. Les partis communistes et socialistes, les organisations syndicales, les mouvements écologistes et chrétiens de gauche, doivent se prononcer clairement contre ce Traité, contre cette Europe de la dictature du grand capital ! Mais il faut aussi montrer qu'il existe une alternative de progrès pour les masses européennes. La crise des Etats ouvriers d'Europe, la liquidation du Comecon, le repli de ce qui reste

de la bureaucratie sur des pouvoirs régionaux ou nationaux, ont aussi ébranlé la confiance des travailleurs de l'Europe capitaliste dans la perspective prochaine d'imposition des Etats ouvriers à l'ensemble de l'Europe. Il est certain qu'avec le pouvoir contre-révolutionnaire de Eltsine et de ses semblables en Russie et dans les autres républiques de l'ex-URSS, le capitalisme européen se voit conforté et n'est plus soumis à la comparaison permanente entre les Etats ouvriers et l'Europe capitaliste. Ceux-ci ne sont plus un concurrent social et politique pour les partis européens de la bourgeoisie et de la social-démocratie. Mais la concurrence et le besoin de guerre du capitalisme ne se réduit pas pour autant. Et les masses d'Europe refusent avec une énorme force, de faire les frais de cette politique et de la crise du capitalisme. Elles refusent la guerre en Yougoslavie et cela explique en partie les tergiversations des pays occidentaux pour une intervention militaire massive.

Le Traité de Maastricht pose la nécessité de renforcer l'Union de l'Europe occidentale, de développer une défense commune européenne, intervenant comme telle au sein de l'Otan. Les dirigeants de la social-démocratie présentent cela comme une garantie de paix durable. Mais la Yougoslavie est un démenti flagrant à ces prétentions. Le poids que représentait le système des Etats ouvriers obligeait le capitalisme à se retenir dans les conflits inter-capitalistes, de crainte que cela ne profite à la révolution et aux Etats ouvriers. Maintenant, ce frein s'est lâché et les conflits entre intérêts capitalistes divergents vont devenir de plus en plus virulents. La Yougoslavie est un champ de bataille de toutes les contradictions du monde capitaliste. Entre l'Europe et les Etats-Unis, entre l'Angleterre, la France et l'Allemagne également.

L'unification de l'Europe est une nécessité historique. Le capitalisme est incapable de faire autre chose que Maastricht et la dictature du grand capital. Cette tâche incombe aux travailleurs, qui ne défendent pas d'intérêts particuliers, privés, et qui peuvent mener de l'avant des mesures socialistes pour transformer la société. Le recul des Etats ouvriers, l'effondrement de la bureaucratie en Union Soviétique, l'absorption de la RDA par l'Allemagne capitaliste, expriment un échec, non pas de l'étatisation de la propriété et de la planification centralisée de l'économie, mais celui des directions bureaucratiques qui ont déplacé la classe ouvrière du pouvoir et qui ont géré cette propriété étatisée avec la mentalité et l'étroitesse de la bourgeoisie. La démocratie socialiste, la participation dirigeante et permanente des masses dans l'organisation de l'économie, dans toutes les décisions des gouvernements des Etats ouvriers. Voilà ce qui a manqué. Et c'est une des conditions essentielles pour soutenir et faire progresser l'économie étatisée. Les gouvernements de l'Europe des Douze mettent tous sur pied, sous l'une ou l'autre forme, la privatisation des services publics et des grandes entreprises publiques. Il faut défendre les services publics en Europe, même dans les pays capitalistes. Et lutter pour qu'ils soient placés sous contrôle populaire, au travers de conseils des travailleurs,

et des syndicats. Les travailleurs font la différence en Europe, entre la propriété publique et la bureaucratie parasitaire qui la dirige à leur place. Partout où ces entreprises publiques sont attaquées, il y a de grandes mobilisations pour les défendre, de l'Espagne à la Grèce, à l'Italie, à la Belgique, sans oublier la résistance profonde des masses des Etats ouvriers à la privatisation de leur patrimoine commun. La défense et l'extension des étatisations et leur fonctionnement sous contrôle ouvrier et populaire doit être un point central du programme commun européen des organisations syndicales et politiques des travailleurs.

Le programme commun de la gauche pour l'Europe doit aborder le problème de l'immigration en général. Après celle des Maghrébins, des Turcs, il y a une nouvelle immigration massive venant de Pologne, Yougoslavie, Roumanie, Hongrie, en plus des personnes qui se présentent comme demandeurs d'asile. Les gouvernements des Douze ont été les premiers à favoriser cette nouvelle immigration, par exemple en signant les accords de Schengen qui autorisaient les ressortissants de l'Europe de l'Est à entrer sans visa. Cela convient au capitalisme d'avoir une main d'oeuvre abondante pour faire pression sur le mouvement ouvrier organisé. Il espère imposer plus aisément ses plans d'austérité et de reculs des acquis sociaux. Il faut une réponse unifiée des syndicats et des partis ouvriers à cette situation. On ne peut accepter aucune mesure de fermeture des frontières européennes, mais on peut, par contre, imposer au patronat de tous les pays européens, de payer de façon égale tous les travailleurs, poursuivre ceux qui prennent de la main d'oeuvre clandestine, lutter contre l'économie dite-souterraine, qui gangrène, non seulement l'Italie, mais tous les autres pays d'Europe. Il faut un contrôle populaire sur les conditions de travail, intégrer tous les travailleurs dans les syndicats et lutter pour l'égalité des salaires et des conditions de travail. Il faut aussi établir un programme commun du mouvement ouvrier de toute l'Europe, les Douze plus tous les autres, jusqu'à la Russie incluse, pour défendre et soutenir au niveau le plus élevé, toutes les conquêtes sociales des travailleurs : les 35 heures/semaine pour tous, la retraite à 60 ans, des indemnités de chômage pour un temps indéterminé jusqu'à obtenir un travail, l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, financée par le capitalisme. Le droit à la santé, au logement, à l'éducation de, puis la naissance jusqu'à la majorité doivent être débattus en commun par toutes les centrales syndicales d'Europe. Il faut aussi discuter et proposer en commun, un plan de développement de l'économie européenne pour répondre aux besoins des masses européennes et pour contribuer au développement des autres continents. Pourquoi la gauche doit-elle laisser au capitalisme les décisions sur ce qu'il faut produire et pour qui ? Le Traité de Maastricht ne prévoit rien qui tienne compte des besoins ou du progrès social des populations. La IVe Internationale Posadiste appelle toutes les organisations progressistes, les partis communistes, les tendances socialistes de gauche, les syndicats, les écologistes à discuter un programme commun pour sortir de cette crise et de la guerre, pour montrer que la gauche européenne propose une alternative socialiste à l'Europe de Maastricht.

Le Bureau International

Les problèmes de la construction du socialisme en Yougoslavie suite de la page 4

Etats ouvriers. Elle développe des intérêts privés sur la base d'un fonctionnement collectif. Dans le système d'autogestion, le directeur, le vice-directeur, gagnent plus, il y a une échelle et des divisions entre les ouvriers. L'autogestion crée l'empirisme, des affrontements et une concurrence dans la production. La programmation n'est pas déterminée par les besoins de la population mais par les conceptions des différents directeurs. Il existe une direction centralisée de l'Etat qui contrôle, le parti intervient également, mais il y a un appareil bureaucratique identique à celui de Staline qui ferme les yeux.

L'autogestion est étrangère à la planification centralisée : elle décentralise la production. L'Etat fait un plan mais laisse ensuite chaque région et chaque entreprise l'appliquer. On ne peut centraliser la production de cette manière, il faut au contraire la planifier de façon concentrée et partager ensuite la production de façon centralisée. Le plan est central et la production partielle. Il faut la structuration la plus centralisée dans la planification et la programmation, et la décentralisation la plus complète dans l'application. Telle est la méthode scientifique.

L'autogestion est tout à fait différente, elle fait en sorte que chaque entreprise fasse des calculs en fonction de sa propre capacité, de la concurrence. Ceci est absurde, mais malgré cela la Yougoslavie a avancé et est supérieure au capitalisme. Mais en même temps qu'avance l'Etat ouvrier, avance également l'appareil bureaucratique, qui est plus important encore que celui de Staline, qui a de profonds intérêts et des comptes en banque importants. L'autogestion n'indique pas qu'il existe des voies meilleures ou différentes pour aller vers le socialisme. Le socialisme n'a qu'une voie : la centralisation, la planification, le contrôle ouvrier, la vie politique, le développement de la révolution dans le monde. La forme la plus élevée de la science est de développer la révolution, c'est la base pour créer ensuite les autres sciences. En Yougoslavie se passe tout le contraire, ils ont intérêt à se replier sur eux-mêmes. L'autogestion implique un repli sur des intérêts locaux, un soutien au statu-quo dans le monde, un intérêt à ce que le monde ne bouge pas, ne fasse pas la guerre, ni la révolution, ne fasse pas de bruit. Ceci est absurde.

Le socialisme autogestionnaire n'existe pas. Ou bien c'est l'autogestion, ou bien le socialisme. Le socialisme signifie une façon de diminuer le temps de production socialement nécessaire. La base de production s'établit en comparaison avec le coût de production dans le reste du monde. Cette préoccupation est incluse dans la planification, mais dans certains pays arriérés

la planification elle-même ne suffit pas à baisser le prix de la production par rapport aux grands pays avancés. Cependant, il faut planifier de toutes manières car cela développe la confiance de la population qui se voit capable de produire quelque chose qu'elle n'avait jamais fait auparavant. Ensuite on doit en venir à produire ce qui est nécessaire pour les gens, on ne doit pas produire n'importe quoi mais ce dont les gens ont besoin. Ce n'est donc pas le marché mondial qui donne la mesure mais les besoins des gens.

La centralisation de la production a pour effet de programmer les forces. Dans le système capitaliste chaque capitaliste programme séparément, selon ses intérêts. Comme ils recherchent le profit, c'est le marché qui détermine quelle marchandise produire, quelle autre rejeter car elle est chère, ne sert pas ou ne plaît pas. Mais le besoin et le désir d'acheter sont créés artificiellement. Il est déterminé par l'argent et non par la nécessité. Par contre, dans l'Etat ouvrier, on planifie combien de chaussures on a besoin. En centralisant le plan de production, on élimine la concurrence et le gaspillage. Centralisation et socialisation sont synonymes. La socialisation signifie agir au nom de tous et la centralisation se fait au nom de tous. L'autogestion n'est donc pas une des formes possibles du communisme, elle est un recul de la conception communiste de l'économie.

Le socialisme n'a pas de visage souriant ou démocratique, il signifie l'élimination de toute soumission au pouvoir, au commandement, à la force. Il signifie la solution aux nécessités humaines, même dans une situation de pénurie. Quand on dit, comme les communistes italiens, que "l'on ne sait pas encore quel socialisme nous voulons", on n'est pas scientifique. Il n'y a qu'un socialisme : l'élimination de toute forme de propriété qui est la base de la soumission au pouvoir et aux besoins. Ce besoin surgit de l'état des relations sociales. Le socialisme n'a qu'un visage, qu'une forme, qu'une représentation : il faut exproprier et le faire par la force. On peut exproprier certaines choses sans violence, parlementairement, mais si on n'exproprie pas le capitalisme par la force on ne le ne fait jamais. Il faut le faire par la force, l'expérience montre qu'il faut faire ainsi.

Vouloir un socialisme "à l'européenne", "à l'italienne", un "socialisme démocratique", un socialisme "à visage souriant, revient à remplacer la nécessité scientifique du socialisme par le désir ou la volonté du socialisme. Le socialisme est une nécessité qui crée la volonté. Ce n'est pas la volonté qui crée le socialisme, c'est avant tout une nécessité sociale. Cela veut dire que ce n'est

pas seulement un problème économique mais un problème de relations humaines scientifiques qui prennent certaines formes d'organismes, d'états de transition pour construire le socialisme.

Celui-ci n'est ni souriant ni triste ni amer, il est simplement le socialisme, c'est-à-dire l'élimination du pouvoir de la propriété privée, la centralisation de la production et la programmation de l'économie avec l'intervention de toute la population. Dans le cours de ce processus, l'intelligence humaine et la capacité culturelle et

scientifique s'élèvent à mesure qu'elles cessent de dépendre de l'économie.

Ces analyses que nous avons faites sont très importantes pour la discussion dans les partis communistes, les partis socialistes, les syndicats. Il faut les amener fraternellement à cette discussion. Elles font aussi comprendre que c'est ainsi qu'il faut se préparer pour intervenir dans ce processus de l'histoire, en élevant leur préoccupation culturelle, politique et scientifique.

J. Posadas - 18 Mai 1980

Le démantèlement de la Yougoslavie, banc d'essai du système capitaliste pour de nouvelles guerres suite de la page 2

ne peut que rencontrer l'adhésion des mouvements pacifistes et des organisations de gauche. Mais en fait, l'armée de miliciens n'est plus nécessaire au capitalisme, et en outre commander des machines ultrasophistiquées pour tuer est plus simple que de l'ordonner à des hommes en chair et en os, qui se rendent compte qu'on ne leur demande pas de "défendre leur patrie", mais de servir à des actions de mercenaires contre tout ce qui ne conviendra pas à l'ordre du grand capital. Lors de la guerre du Golfe, les désertions de soldats américains étaient très nombreuses et préoccupantes pour les chefs militaires. De même, dans les différents pays d'Europe, les soldats qui étaient envoyés contre l'Irak n'avaient aucun enthousiasme à défendre des intérêts qui leur étaient étrangers. L'ONU, comme cela s'est avéré en particulier depuis la guerre du Golfe, n'est pas un organisme de paix, elle sert fondamentalement de couverture à l'imposition de l'ordre des grands pays capitalistes sur le reste du monde. Quand l'Union Soviétique y intervenait, il y avait encore un contre-poids qui, de façon très limitée, permettait à l'ONU d'intervenir de façon progressiste dans certaines situations. Mais ce rôle est complètement terminé maintenant. La seule chose que l'on peut y faire, c'est de l'utiliser comme une tribune pour y exprimer les positions des plus faibles et pour dénoncer l'impérialisme.

Même le secrétaire général de l'ONU, Boutros Ghali, s'insurge contre des décisions du Conseil de Sécurité prises sans son avis. Il n'est pas disposé à envoyer des forces militaires plus importantes et d'intervention en Yougoslavie, voyant les dangers énormes d'enlèvement, tandis que le Conseil de Sécurité, dominé par les Etats-Unis et les grands pays capitalistes européens, préconise un engagement militaire contre la Serbie. Cette discussion exprime également la grande crise du capitalisme mondial : les experts militaires estiment qu'il faudrait des centaines de milliers d'hommes pour "séparer les combattants", occuper la Bosnie et vaincre la Serbie. Les soldats européens ou américains ne sont pas du tout enthousiastes pour cette guerre. Il reste l'option de bombarder la Serbie, mais cela risque de conduire à l'effet inverse, de soulever le monde contre eux.

Pour le reste, le système capitaliste cherche à mettre sur pied de nouvelles formes d'organisation militaire, contre-révolutionnaires, en changeant la fonction de l'OTAN, en s'attribuant "le droit d'ingérence" contre tout pays qui ne respecte pas l'ordre des plus forts. La Yougoslavie est un banc d'essai dans ce sens. Plus tard, ils feront la même chose contre l'ex-Union Soviétique, soutenant une république ou une minorité nationale contre les autres, selon les besoins du moment. Maintenant, c'est la Russie de Eltsine, demain ce sera peut-être l'Ukraine ou la Moldavie. Il n'y a que le socia-

lisme, la lutte pour le socialisme, qui soit un ciment pour les masses supérieur aux aspirations nationales, même si, dans ce processus de construction, les Etats ouvriers doivent provisoirement maintenir des frontières, pour se défendre contre le capitalisme mondial. Mais ni le capitalisme, ni la bureaucratie des Etats ouvriers, n'ont été capables de renforcer cette unification. En Yougoslavie, comme en Union Soviétique, ce sont les anciens dirigeants du Parti Communiste ou de la Ligue Communiste, qui se sont convertis en nationalistes enragés. Avant l'éclatement et la guerre, les directions politiques des masses yougoslaves ont éclaté ou démissionné. La Ligue Communiste Yougoslave s'est dissoute en 1987, laissant la place à six partis "indépendants", ayant chacun la primauté des revendications régionales. Les conseils ouvriers et les syndicats n'ont plus fonctionné. C'est ce vide politique qui a été occupé par les tendances les plus arriérées de la bureaucratie. Dans la crise qui a éclaté dans les Etats ouvriers, soit les masses aboutissaient dans leur lutte pour faire sauter le carcan des appareils bureaucratiques, soit cette bureaucratie s'effondrait, et c'est le sauve-qui-peut des bureaucraties pour maintenir la plus petite parcelle de pouvoir et de privilèges. Pour faire cela, ils sont devenus plus "nationalistes" les uns que les autres. De Milosevic à Trudjman, les dirigeants actuels ont tous fait partie de cette bureaucratie. La classe ouvrière en Yougoslavie, comme dans l'ex-URSS, n'a pas pu leur imposer le pouvoir des collectifs de travailleurs, des comités d'usines, du contrôle populaire, qui ne fait aucune différence entre les nationalités. En Yougoslavie, comme en URSS, les populations se sont énormément mélangées, il n'y a pas deux familles qui n'ait pas des membres de nationalités différentes ! Les travailleurs ont participé ensemble à la lutte des partisans contre le nazisme et ses fantoches en Croatie et en Serbie. Ils ont construit et reconstruit les Etats ouvriers après la guerre de 40-45. Aujourd'hui encore, ils sont la seule force qui pourra faire sortir la Yougoslavie du marasme actuel.

La nécessité du socialisme ressort encore plus forte de la crise actuelle, c'est vraiment la seule perspective qui puisse en finir avec ces conflits et avec la guerre. Il faut réunifier la Yougoslavie, comme elle s'est constituée avec la victoire des partisans de Tito, que les syndicats de toutes les républiques, les organisations d'entreprises, l'avant-garde communiste de la Ligue Communiste, fassent entendre cet appel.

25 Août 1992.

Bureau International de la IVe Internationale Posadiste

L'ETAT ACTUEL DE LA CRISE DES ETATS OUVRIERS ET LES PERSPECTIVES POUR LA REORGANISATION DU MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL

Il est très important de suivre l'évolution de la situation dans les pays de l'Europe de l'Est et dans l'ex-URSS, pour mesurer comment les structures de l'Etat ouvrier résistent aux attaques des secteurs procapitalistes. Dans un contexte de manque de direction politique de gauche en condition de mobiliser les travailleurs et de larges couches de la société contre le cours réactionnaire actuel et pour une perspective socialiste, l'analyse des aspects économiques et socio-culturels acquiert une grande importance pour évaluer le rapport de forces.

Il existe une énorme résistance aux privatisations et une tendance à freiner les secteurs qui défendent l'idée d'un saut rapide vers le capitalisme sauvage. Ce n'est pas seulement le fait des secteurs bureaucratiques de l'appareil économique, même si ceux-ci exercent une pression pour maintenir leurs propres privilèges, mais aussi celui des masses qui ont connu un fonctionnement de l'économie tenant compte de leurs intérêts sociaux, et qui n'acceptent pas sans de profondes réactions le démantèlement de cette structure. Toutes les camarillas qui gouvernent ces pays aujourd'hui, de la Russie à la Pologne, de la Tchécoslovaquie à la Hongrie, ont une peur énorme de ces réactions.

Ce processus n'a pas abouti à la restauration capitaliste et à la renaissance d'une classe bourgeoise. Il est évident que le processus réactionnaire tend à effacer le caractère ouvrier de l'Etat et de l'économie, ne pas le voir est impossible. Le problème est de déterminer s'il y a un changement qualitatif, irréversible, vers la restauration capitaliste. Il est certain que la classe ouvrière, et le peuple en général, ne détient pas le pouvoir politique. Mais on peut dire qu'il y a un double pouvoir constant qui s'exprime dans l'instabilité des gouvernants actuels. Ces camarillas rencontrent une résistance à laquelle elles ne s'attendaient pas: le pic utilisé pour démolir le vieil édifice se montre insuffisant, les fondations sont très solides.

La racine de la crise actuelle réside dans le besoin de progrès et de rupture avec toute forme d'oppression bureaucratique. C'est la seule façon de résoudre les contradictions inhérentes à la construction de l'Etat ouvrier. Il n'y a aucun "besoin du capitalisme": l'URSS est devenue une puissance sans les capitalistes, et même contre eux. C'est pour cette raison que dans tous ces Etats les candidats restaurateurs du capitalisme se heurtent à de grandes difficultés. Les grandes industries, les coopératives agricoles, la distribution, continuent à fonctionner à 90% comme avant, il existe une anarchie générale à cause des détournements provoqués par les mafias et les bureaucraties, à cause du manque de coordination et des guerres nationalistes instiguées par les appareils les plus réactionnaires. On ne peut donc pas parler d'une situation normale et affirmer schématiquement que l'ex-URSS n'est plus un Etat ouvrier. Il faut considérer ce processus à échelle mondiale.

Le système capitaliste mondial se débat dans une énorme crise, égale ou même plus profonde que dans les années 70, qui l'empêche d'intervenir comme il le voudrait pour aider à la reconstruction de la bourgeoisie dans certains pays. Les bureaucraties candidates à la conversion en bourgeoisie, ces appareils dégénérés, souhaitent une aide financière qui les aiderait à liquider tous les résidus du socialisme. Par contre, ils ont devant eux un monde capitaliste qui se fait la guerre et qui n'est pas en condition de soutenir ses associés de l'Est.

D'autre part, ces bureaucraties n'ont aucune racine ni légitimité historique. Elles ne forment pas un tissu social ayant pour caractéristiques d'avoir engendré une pensée et une classe bourgeoises. L'Etat ouvrier s'est développé comme une puissance mondiale sans aide de la bourgeoisie et de la propriété privée. La bureaucratie s'en attribue les mérites, mais les masses savent très bien qu'il n'en est rien. L'hostilité diffuse aux privatisations démontre un niveau culturel très élevé, les masses ne défendent pas la bureaucratie mais rejettent les conceptions égoïstes de l'existence, la propriété privée.

On ne pourrait pas expliquer autrement l'énorme difficulté que les bureaucrates rencontrent, de la Pologne à la Hongrie, de la Roumanie à l'Albanie, et même dans les pays baltes. Les virevoltes d'Eltsine, son renoncement au voyage au Japon, la mise en cause constante des aspects les plus radicaux des projets de privatisations, sont des symptômes indirects mais très clairs de l'existence de cette conscience de l'ensemble de la société. Nous ne disons pas que cela suffit pour assurer la renaissance des idées socialistes, car ces camarillas peuvent faire de grands dégâts et peuvent aussi exercer une répression sans précédent. Tout cela est possible tant qu'il n'y aura pas de réponse de classe et révolutionnaire au niveau mondial.

De la même manière que l'URSS et le système socialiste ont influencé le monde, ils ont reçu en retour l'appui et l'impulsion de l'humanité toute entière. Ce n'est pas par hasard que la bureaucratie dans la dernière étape de la perestroïka a tenté de

suite page 5

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IV^{ème} Internationale Posadiste

Correspondance: "Lutte Ouvrière", rue des Cultivateurs, 62 1040
Bruxelles CCP 000.0976234-26 de POLET Tél: 02/732.21.95

29^{ème} ANNEE - DECEMBRE 1992 - N° 390 - 20 Francs

EDITORIAL

LES NOUVELLES GUERRES DU CAPITALISME MONDIAL

30.000 G.I's nord-américains débarquent en Somalie, ainsi que 2500 légionnaires français et 800 parachutistes belges avec l'ordre de forcer l'acheminement de l'aide humanitaire aux populations affamées, et de réduire à rien toutes les forces armées somaliennes. Pendant ce temps, l'embargo imposé par les Etats-Unis (même si c'est parfois sous le couvert de l'ONU) contre Cuba, la Libye, l'Irak, la Yougoslavie, provoque des difficultés énormes à ces pays, entraînant la malnutrition, l'accroissement des maladies et de la mortalité infantile, la dégradation des services de santé publique. Ces embargos obligent les populations au rationnement quotidien et entravent le développement économique de ces pays. Pendant ce temps, l'Afghanistan, soi-disant libéré du joug soviétique, grâce à l'aide américaine, est la proie des seigneurs de guerre qui se disputent le pouvoir; le Cambodge subit toujours les agressions des Khmères Rouges qui n'ont pas déposé les armes, malgré l'intervention de l'ONU; en Angola, malgré la victoire électorale du MPLA, indiscutée et reconnue par l'ONU, le mouvement de l'Unita, toujours armé par l'Afrique du Sud et les Etats-Unis tente un coup d'état et sème la mort dans tout le pays. Le but humanitaire de l'intervention militaire en Somalie apparaît comme une parfaite hypocrisie quand on voit ce que l'impérialisme américain continue à faire dans le reste du monde, sans se préoccuper de l'intérêt des populations. Les Etats-Unis ont imposé à l'ONU leur volonté d'agression contre la Somalie. Comme pour la guerre du Golfe, cette intervention des Etats-Unis vise à forcer la main aux pays alliés et à l'ONU, et à imposer la présence militaire directe yankee tant envers les pays arabes, que les autres pays d'Afrique.

Malgré la dissolution du Pacte de Varsovie et de l'Union Soviétique, le capitalisme mondial et l'impérialisme américain en particulier, doit continuer à justifier le maintien d'une armée énorme et supersophistiquée, la production

d'armements, et la consécration d'une part importante des budgets d'état à l'industrie de guerre. En décidant l'intervention en Somalie quelques semaines avant la fin de son mandat, le gouvernement Bush cherche aussi à mettre des épines dans les pieds de son successeur Bill Clinton. Cette opération en Somalie ne se terminera pas en quelques jours. Les paras y sont envoyés pour au moins six à douze mois. Les démocrates américains auront donc difficile à appliquer le programme qui leur a fait gagner les élections: celui de reconverter une bonne part de l'industrie militaire et des budgets consacrés à la guerre en vue de répondre aux besoins sociaux de la population américaine. Ce que les gouvernants du capitalisme appellent "le droit d'ingérence humanitaire" n'est qu'un emballage pour couvrir les vieilles intentions impérialistes qui sont dans la nature du système. Cette ingérence humanitaire à la pointe des canons a lieu maintenant en Somalie, elle servira aussi pour justifier une intervention directe en Yougoslavie, si les gouvernements occidentaux s'y décident, et dans le futur, pour justifier toutes les agressions et les interventions militaires nécessaires à la sauvegarde de l'ordre capitaliste du monde, cela pourra se faire en Europe de l'Est, dans l'ex-Union Soviétique et dans n'importe quelle région du monde.

Pendant ce temps, il y a aussi un aiguïsement de la crise et des conflits dans le camp capitaliste. Les discussions du Gatt sont une forme de guerre des Etats-Unis contre le capitalisme européen et des deux premiers contre les pays plus pauvres du monde.

Les agriculteurs européens sont une classe sociale bientôt éliminée de la vie économique. Le capitalisme procède à un remembrement des terres dans d'immenses propriétés gérées comme des sociétés anonymes. On n'élimine pas physiquement les paysans, mais on les condamne à la mort sociale, de même que le capitalisme condam-

(Suite page 2)

Lénine et la construction du Parti J.POSADAS
.... pages 3 et 4

Vive le 75^{ème} Anniversaire de la Révolution Russe....
page 4

Les exclusions sociales
page 2

Les écotaxes
page 2

Berlin: Conférence européenne contre le racisme
page 6

L'exclusion sociale: produit du capitalisme

Toutes les sociétés divisées en classes sociales, (dominants-dominés, esclavagistes-esclaves, exploités-exploités, etc.) ont engendré une cohorte d'exclus, ils s'appellent vagabonds, va-nu-pieds, errants, mendians, chômeurs, quart-monde, nouveaux pauvres etc... L'exclu n'est pas une nouvelle condition sociale de la pauvreté. Les exclus, dans la société capitaliste riche et les populations des pays pauvres ont une fonction très importante, celle d'être des travailleurs de réserve de manière à pouvoir exercer un chantage perpétuel sur les travailleurs.

L'exclusion sociale prend un goût amer dans le discours de la sociale-démocratie. La sociale-démocratie après avoir accepté, soutenu pendant longtemps les aspirations à la sécurité d'existence des travailleurs, renie le principe et accepte, la "rose au coeur en larme", le rejet par la bourgeoisie et par le grand capital national et international, d'année en année d'un plus grand nombre de travailleurs. Les travailleurs exclus du travail deviennent rapidement dans le discours des médias de la bourgeoisie, des "profiteurs du travail des vrais travailleurs". Discours qui déplace l'antagonisme entre les travailleurs et les capitalistes en opposant chômeurs et travailleurs. En réalité ce langage est aussi vieux que le capitalisme, les écrits de la littérature bourgeoise exprimaient tous cette idée, le fascisme a continué ce discours en l'appliquant avec toute la violence connue.

L'exclusion n'est pas une fatalité, c'est la gangrène du système capitaliste.

Dans les années soixante, le chômage variait entre 40.000 et 90.000 travailleurs, les travailleurs de Belgique étaient considérés comme une excellente main d'oeuvre, et ils attireraient bons nombres d'investisseurs. A la fin des années quatre-vingts, comme par magie les travailleurs deviennent de plus en plus mauvais et de plus en plus chers, il y a plus d'un demi million de chômeurs.

"Ce sont les travailleurs qui sont responsables du chômage. Le capitalisme fait ce qu'il peut pour éviter le chômage mais avec des travailleurs si mauvais il ne peut rien faire." Voilà la synthèse du discours de la FEB.

Le modèle du bon travailleur est le travailleur portugais, qui gagne 35% de moins que les belges, ou le travailleur de l'Est, avec 10% et moins du salaire belge. Avec des salaires de cet ordre là, l'importance de la productivité est secondaire et avec les techniques modernes de production on a beaucoup moins besoin de main d'oeuvre qualifiée.

L'argumentation que les chômeurs manquent de qualification est purement rhétorique. Que les bas salaires donnent du travail, le Portugal, l'Europe de l'Est l'infirmité: le chômage y est encore plus fort.

Le capitalisme ne s'intéresse qu'à une chose, le profit immédiat. La Bourse reflète parfaitement ce principe: quel est l'intérêt social, pour les "investisseurs" en Bourse, en achetant et en revendant des actions? "Catastrophe, la Bourse est en baisse"... "le chômage remonte la Bourse remonte, ouf" L'exclu dans ces conditions, n'est que le produit du capitalisme.

Les gouvernements occidentaux subissent le chantage du patronat: "Vous devez réduire ou supprimer les charges sociales pour que nous puissions créer de l'emploi". Ces gouvernements cèdent les uns après les autres, ils réduisent de plus en plus les services publics, les entreprises publiques, la sécurité sociale, les pensions, l'enseignement, pour pouvoir réduire les impôts du grand capital tout en augmentant ceux des travailleurs. Ils appellent les capitalistes à investir, par là même ils prouvent que seuls les capitalistes sont responsables de l'emploi ou du chômage.

Mais, pour le capitalisme, cela ne suffit pas, il a exigé les accord de Schengen, pour permettre aux travailleurs de l'Est de venir travailler en noir, (cela concerne environ 100.000 personnes). Le bâtiment a un énorme taux de chômage et pourtant on n'a jamais autant investi dans la brique. Ces chantiers sont couverts de travailleurs clandestins, exploités sans vergogne, sans sécurité pour leur santé, avec des salaires au tiers du salaire officiel, et rien n'est versé à la sécurité sociale, à l'impôt. Cela provoque un déficit de la sécurité sociale, tant en contribu-

tion qu'en charge par le biais du chômage.

Le travailleur mis au chômage perd rapidement son identité, il devient assisté avec la menace permanente de perdre ses droits à la caisse d'assurance chômage. S'il est membre d'un syndicat, il quitte l'entreprise et perd la possibilité de pouvoir intervenir au sein de son organisation et devient un membre assisté sans droit de participation. Dans la structure actuelle des syndicats, il n'y a pas de place pour le chômeur et cela quelle que soit la bonne volonté de la direction syndicale. Seule, une structure de parti politique permet au travailleur de ne pas décrocher de la vie sociale. Peu de travailleurs sont membres d'une telle organisation.

Le syndicat ne peut avoir d'impact politique qu'à travers l'entreprise, en menant la lutte avec les travailleurs. La "Journée de lutte contre l'exclusion sociale" organisée par la FGTB de Bruxelles, montre la préoccupation des travailleurs et la recherche de compenser ce que les partis de

gauche et surtout le Parti Socialiste ne font plus. Cependant, ce jour-là, la FGTB n'a pas suffisamment souligné le droit au travail, la garantie de l'emploi. Etant donné que la bourgeoisie est responsable de l'emploi, il n'y a pas de raison que le travailleur se substitue pour gérer les défaillances de la bourgeoisie à ses propres frais. Les patrons sont toujours prêts à crier avec les travailleurs pour la sauvegarde de l'emploi pour obtenir des subsides, mais pas quand ils se remplissent les poches.

La concurrence est la règle imposée par la bourgeoisie, c'est elle qui élimine les plus faibles au niveau financier, et rarement au niveau de la qualité de la production. Les Forges de Clabecq sont très modernes mais ne supportent pas la concurrence avec les pays de l'Est, qui ont une technologie nettement inférieure.

La FGTB doit rejeter la politique anarchique de la concurrence et lutter pour une planification belge, européenne de la production en fonction des besoins des populations, avec une volonté de modernisation permanente. Elle doit tendre à unifier le combat syndical au sein de la Communauté Européenne, à créer les emplois socialement nécessaires, à partager le travail entre tous les travailleurs sans diminution du pouvoir d'achat, à obliger les pouvoirs publics à éliminer le travail clandestin en punissant, comme la loi actuelle le permet, les employeurs fautifs. Ce sont les meilleures clés pour répondre à l'exclusion.

Les écotaxes: Emplatre sur une jambe de bois !

La proposition des Ecolos de créer une écotaxe crée bien des polémiques et des remous. Après des heures de négociations, les Ecolos ont exigé en échange de l'approbation de la réforme de l'état, l'imposition d'une écotaxe, sur les produits d'emballage polluants et non dégradables en plastique et certains autres produits, comme les canettes de boissons, les piles, les appareils photos jetables et d'autres produits.

L'intention des Ecolos est tout-à-fait louable, mais les conséquences de leurs propositions vont être négatives pour les gens en tant que consommateurs, car ce sont eux en premier lieu qui paieront, et non pas les producteurs. Les écotaxes existent déjà depuis longtemps sur les boissons alcoolisées et sur les cigarettes, mais cela n'a pas diminué ni éliminé la production et la consommation de ces produits, ce qui veut dire que le consommateur consomme le produit qui dans ce cas et en excès devient nocif et toxique pour la santé, alors que les producteurs de cigarettes par exemple et tous les dérivés continuent à faire de fabuleux bénéfices sur le dos des gens. C'est donc une emplatre sur une jambe de bois, et ces propositions ne pénalisent pas les producteurs de pollution mais les consommateurs. Les nouvelles écotaxes vont s'appliquer d'abord sur les emballages plastiques et métalliques des eaux, des limonades et des bières et vont s'étendre par la suite à d'autres produits. Les bouteilles plastiques, par exemple, seront majorées d'une écotaxe. Les consommateurs paieront donc plus cher ces produits qui sont devenus beaucoup plus pratiques et légers dans l'organisation de la vie courante.

Les entreprises productrices n'ont jamais demandé l'avis de la population pour

passer de la production des bouteilles de verre à celles de plastique, parce que cela correspondait à leur bénéfice immédiat. Il faut tout d'abord situer les responsabilités de la pollution là où elles sont: c'est la nature anarchique de la production capitaliste qui est la cause de la pollution. Soit les entreprises polluent en cours de fabrication ou de transformation des marchandises, soit elles polluent par le mode de distribution aux consommateurs. Le principe de "pollueurs = payeurs" a, lui aussi, été retenu par les gouvernements. Mais l'application de ce principe aux entreprises capitalistes se révèle sans effets; les sociétés polluantes paient d'autres sociétés-écrans pour évacuer et retraiter leurs déchets. Résultat: les déchets encore toxiques, se retrouvent dans les décharges. Il y a des dizaines de Mellery en Belgique. Et les entreprises polluantes s'en sont débarrassé à peu de frais. Le contrôle public se révèle pratiquement impossible parce que les mesures répressives ne sont jamais contraignantes envers la sacro-sainte propriété privée. La même chose va se produire avec les écotaxes. Celles-ci sont un moyen de dissuasion, elles ne permettent pas de sanctionner directement les capitalistes qui continuent à polluer.

Les écolos n'osent pas faire des propositions radicales de contrôle de toutes les entreprises polluantes de ce pays, et les écotaxes ne vont strictement rien changer à la production d'industrie polluante. Ils n'ont pas osé attaquer directement les fondements de l'organisation économique de la société, basée sur le profit. Il faut intégrer la lutte contre la pollution à un projet de changement social, de remise en cause du pouvoir capitaliste et de la propriété privée des moyens de production.

Un gouvernement de gauche peut décider l'interdiction de certaines productions, la réorientation d'autres, la reconversion industrielle, en fonction d'un plan économique qui tienne compte des besoins des populations, et non du profit capitaliste. Les Ecolos se limitent à ces écotaxes parce qu'ils n'ont pas de perspectives de changement radical de la société, de projet socialiste. Au cours des dernières années, les mouvements écologistes ont développé une grande influence et gagné beaucoup de crédit auprès de l'opinion publique y compris électoralement, parce qu'ils répondaient à la préoccupation d'importants courants de la population. Les différents partis de gauche, le PS, SP n'ont pas répondu aux préoccupations écologiques de la population, des travailleurs, des jeunes.

Face aux pollutions de toutes sortes, de l'air de l'eau, des aliments et aussi face à la pollution culturelle et intellectuelle, les Ecolos ont recueilli le sentiment de protestation, de rejet et de dégoût d'une partie de la population, qui leur a permis d'obtenir beaucoup de voix aux élections et des postes de députés au Parlement. Mais au-delà de leur souci de vivre sainement, d'éliminer toute forme de pollution, les Ecolos n'ont pas proposé un programme de transformations économiques et sociales du pays. Petit à petit, ils se sont occupés empiriquement des problèmes sociaux du pays, de l'appauvrissement de la population. Il suffit de réfléchir par exemple aux propositions des Ecolos pour résorber le chômage: ils proposent entre autres de partager le travail, mais aussi de réduire les salaires. Leur exigence d'appliquer une écotaxe est la conclusion des limitations de leur programme, qui ne va pas répondre du tout aux attentes et aux préoccupations de leurs électeurs.

LENINE ET LA CONSTRUCTION DU PARTI POUR LA LUTTE POUR LE POUVOIR

J. Posadas

Septembre 1968

A l'étape de Lénine et de Trotsky existaient des crises de positions et d'idées. Aujourd'hui, à cette étape de l'histoire, il est logique que des secteurs et des tendances qui s'incorporent à la lutte pour le communisme n'aient pas confiance dans leur volonté et leur capacité, hésitent et aient peur. Toute l'influence antérieure, subjective, individualiste, la peur de l'avenir de l'histoire - et dans ce cas celle de la guerre atomique -, les font hésiter. Mais ceux qui hésitent sont chaque fois moins nombreux, et ce ne sont que des petits noyaux qui abandonnent.

L'immense majorité des masses, des intellectuels et de la petite bourgeoisie sont incorporés et gagnés à la révolution. On ne peut revendiquer Lénine en abstrait. Il faut le faire dans l'étape actuelle, en fonction de ce qu'il faut faire aujourd'hui. Voilà ce qu'est le léninisme aujourd'hui : le trostkyisme et le posadisme qui signifie la volonté de construire le parti centralisé et discipliné dans la lutte pour prendre le pouvoir, pour le développement de la révolution socialiste, pour l'instauration des soviets et de la démocratie prolétarienne, et développer par conséquent la lutte des masses des pays opprimés et arriérés, des Etats ouvriers et des pays capitalistes.

La lutte pour le pouvoir est nécessaire aujourd'hui. Revendiquer Lénine c'est revendiquer le programme : la lutte pour le pouvoir ne peut se faire que les armes à la main, en détruisant l'appareil capitaliste, juridique et administratif du pouvoir capitaliste. Voilà ce qu'est Lénine. Il faut l'unir aux tâches d'aujourd'hui, de cette étape de l'histoire qui est celle de la lutte pour l'Internationale Communiste de masses, l'unification et la planification de tous les Etats ouvriers, l'appel au front unique anticapitaliste et anti-impérialiste, l'appel aux masses paysannes à prendre les terres et à les redistribuer, l'appel à la collectivisation et aux coopératives socialistes. Il faut le faire en fonction du degré de disposition de chaque pays, mais il faut parvenir à court délai à la collectivisation partout.

C'est l'étape du nationalisme à l'Etat ouvrier. Les trotskystes de Posadas ont été les seuls capables de prévoir ce processus historique consistant à passer du nationalisme à l'Etat ouvrier, de prévoir l'influence de la révolution sur la démocratie chrétienne de gauche, la destruction de l'église et de son appareil. C'est Posadas qui a été le seul capable d'écrire sur tous ces thèmes, qui a prévu et préparé le parti et l'Internationale pour comprendre ce phénomène de l'histoire, tout comme les problèmes des guérillas avec leur insuffisance, leur médiocrité et l'effet secondaire de leurs mouvements.

Personne ne peut se substituer au parti. Toutes les guérillas ont échoué. Par contre, la lutte pour le parti est un centre vital de l'histoire. Sans le parti il ne peut y avoir de construction de l'Etat ouvrier.



Des manifestants pro-communistes hissant l'ancien drapeau de l'URSS sur le monument à Lénine à Moscou. Photo EPA.

Mais le parti signifie la démocratie socialiste, la pleine liberté de discussion des idées révolutionnaires, l'organisation de la discussion des idées et des expériences révolutionnaires.

Nous appelons aujourd'hui la direction des partis communistes, la direction de toutes les tendances révolutionnaires du monde, à discuter les expériences historiques de Lénine, de la Révolution Russe, des soviets et de la démocratie prolétarienne.

On ne peut parler de Lénine sans se baser sur ses expériences et en tirer les conclusions, sinon c'est utiliser le nom de Lénine pour une politique qui n'est pas la sienne. Quand on rappelle Lénine, c'est en fonction de sa politique, de ses objectifs, de ses méthodes, de ses enseignements et de ses principes qui sont la base du développement de la révolution communiste. Et la tâche essentielle est de lutter pour la revendication de la démocratie socialiste dans les Etats ouvriers, la réimplantation des soviets, le fonctionnement des syndicats. Ces derniers doivent lancer un appel aux masses du monde pour mener la lutte pour le pouvoir socialiste, l'unification en une seule centrale ouvrière mondiale ayant le programme anticapitaliste et anti-impérialiste, la planification de tous les Etats ouvriers, l'aide de ceux-ci aux révolutions en développement telles que celle du

Yémen. Il faut les aider sans conditions, sans intérêts, au moyen des armes, de la technique, des échanges commerciaux, des appels aux masses à prendre le pouvoir. Voilà ce que signifie l'hommage à Lénine. Rendre hommage à Lénine, c'est rendre hommage à ses idées, à sa lutte, à ses objectifs, c'est-à-dire développer aujourd'hui ce que Lénine a fait à son époque et les expériences qu'il a laissées. Procéder de la façon contraire, c'est se servir de cet hommage pour cacher une politique de conciliation, de pacification et d'alliance afin d'empêcher le développement de la révolution. L'hommage à Lénine doit être l'hommage à ses idées, à ses objectifs et aux expériences laissées par la Révolution Russe qu'il a conduite et qui lui a permis avec Trotsky de construire l'Etat ouvrier. Ce sont les principes indispensables à la construction de l'Etat ouvrier.

Tout le génie de Lénine à écrire des textes, à concevoir une tactique, une politique dans la lutte contre l'impérialisme n'est que secondaire. Son génie c'est surtout l'organisation de l'Internationale Communiste. L'Internationale Communiste est inséparable de Lénine et représente la prolongation du parti. Ce n'est qu'après la Révolution Russe que les partis communistes se sont organisés dans le monde. L'Internationale Communiste a été l'extension de l'Etat ouvrier, parce

qu'elle avait la politique, les objectifs, le programme à diffuser dans le monde entier afin d'étendre la capacité productrice du prolétariat mondial à travers son centre qu'était l'Union Soviétique.

Aujourd'hui, les directions communistes présentent Lénine sans parler de l'Internationale Communiste, des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste qui ont créé les bases du développement des partis communistes du monde, de leur politique et de leur programme. Toute la politique et le programme de Lénine par rapport à la lutte contre l'impérialisme, le programme économique, la construction de l'Etat ouvrier, ont été possibles parce qu'il existait l'instrument qu'était le parti. Sans le parti, ni Lénine malgré toutes ses capacités, ni même Trotsky, n'aurait pu mener la politique qu'il a menée.

La préparation du parti a été une des tâches les plus difficiles de toute l'histoire humaine. Il fallait d'abord convaincre l'avant-garde prolétarienne, les intellectuels, de la nécessité et de la possibilité de construire le parti, de prendre le pouvoir et de construire l'Etat ouvrier. Il a fallu pour cela écrire sur l'économie, la politique, le développement de toutes les expériences de l'histoire mondiale de la lutte de classes. Lénine a écrit tous ces textes, sur l'économie de la Russie, du monde, sur la tactique, les problèmes de la philosophie, de la physique, de la chimie, afin de donner l'assurance nécessaire pour combattre et affronter toute la couche de la vieille garde intellectuelle qui prenait un texte ou un autre de l'activité humaine sans faire le lien avec la nécessité de changer la société, se heurtant ainsi à d'autres aspects immédiats, que ce soit en physique, en chimie ou en économie.

Lénine a unifié et harmonisé tout cela en montrant comment tout était soumis à l'objectif, au processus dialectique révolutionnaire de l'histoire. Il était nécessaire pour cela d'avoir un instrument, un parti, le programme de la révolution et l'assurance sociale et politique qu'il était possible de prendre le pouvoir et de construire le socialisme. Toute l'oeuvre de Lénine a été consacrée à cela, tous les livres qu'il a écrits avaient cet objectif. Il n'existe pas un seul article superficiel ou sans portée : chaque texte et chaque ligne sont destinés à organiser la compréhension, la conscience et la volonté d'exécution.

Toute la vie de Lénine a consisté à comprendre, analyser et organiser la volonté d'action immédiate. La compréhension et l'action n'étaient qu'une seule chose. C'est ainsi que le Parti Bolchevique a été le parti de l'action le plus puissant de toute l'histoire humaine, un parti capable de comprendre et d'agir dans un pays de 150 millions d'habitants avec une poignée

suite page 4

de bolcheviques. Avec très peu de moyens économiques, ils ont décidé de prendre le pouvoir parce qu'ils étaient préparés scientifiquement au moyen du programme économique et politique, de la philosophie qui à ce moment-là était nécessaire pour la discussion avec toute la vieille garde intellectuelle, démontrant les erreurs de toute cette équipe qui n'unissait pas l'analyse de la société, de l'économie, de la physique, et de la chimie à celle de la nécessité de construire l'instrument pour changer la société, et qui restait dans la satisfaction partielle de la fonction de critiquer un aspect ou un autre de l'activité capitaliste.

Lénine a pris tous ces aspects comme une partie d'un centre harmonieux afin de donner l'assurance qu'il était nécessaire et possible d'abattre le capitalisme, que le socialisme était supérieur et qu'il était possible de le construire sur la base de la classe ouvrière. La tâche gigantesque de Lénine, qui n'a pas de comparaison dans l'histoire, est d'avoir fait comprendre que l'avant-garde prolétarienne, qui était petite en Russie, était capable d'organiser et de diriger la population pour prendre le pouvoir. Elle pouvait le faire à travers le parti. Sans le parti, l'avant-garde prolétarienne ne pouvait avoir l'assurance ni la structure organisée pour accomplir une telle fonction.

Sur la base du parti, Lénine a pris le pouvoir et a construit l'Etat ouvrier, et pendant les sept premières années de la Révolution Russe, il a développé la structure et la capacité de l'Etat ouvrier de supporter le siège et le sabotage du système capitaliste, ainsi que trois années de guerre et de révolution. Postérieurement, Staline a détruit le parti, du fait de conditions historiques favorables au développement d'une couche bureaucratique. Staline a brisé le parti. Les autres Etats ouvriers ont pu se former dans des conditions favorables, mais aucun sur la base du Parti Bolchevique. C'est pour cette raison qu'il existe des crises en Tchécoslovaquie, en Hongrie, en Pologne, en Allemagne.

Dans tous les Etats ouvriers l'économie s'est développée d'une façon notable grâce à l'existence de l'Etat ouvrier soviétique, de l'étatisation de la propriété, de la planification de la production, mais aucun d'eux n'a avancé socialement. Le progrès social a été infiniment moindre que le progrès économique. Ceci a permis au capitalisme mondial de s'équiper en armes atomiques afin d'essayer aujourd'hui de répondre avec la guerre atomique pour survivre. Le capitalisme est condamné à mort. Le triomphe de la révolution est inévitable, mais le capitalisme mondial a gagné un délai de 25 ans alors qu'il pouvait être détruit à partir de 1914 et qu'il pouvait l'être au niveau mondial à partir de 1940. Les mêmes problèmes se posent donc : l'absence d'un Parti Bolchevique dans les Etats ouvriers est à l'origine des conditions de cette crise.

Le manque de corrélation entre le développement économique et le développement social vient de l'absence du parti, des soviets, de la démocratie socialiste. C'est ainsi que toutes les crises des partis communistes s'expriment du fait de l'absence de partis bolcheviques. La tâche historique immédiate est l'organisation de partis bolcheviques sur la base des soviets, de la démocratie socialiste, du programme de la révolution socialiste mondiale. C'est pour développer ce programme que les trotskystes dirigés par Trotsky, et postérieurement par l'Internationale de

Lénine et la construction du parti pour la lutte pour le pouvoir

J. Posadas suite de la page 3

Posadas, lancent des appels à toutes les masses et directions communistes, qui est l'hommage le plus digne que l'on peut rendre à la mémoire de Lénine.

Toutes les biographies et les souvenirs des révolutionnaires doivent servir à la vie d'aujourd'hui, sinon ils n'ont aucun intérêt. Les idées qui se maintiennent dans l'histoire, comme le marxisme, doivent servir constamment au souvenir, à la mémoire, et quand on se souvient de Lénine, quand on célèbre un anniversaire ou une commémoration, on doit se baser sur les faits qui ont une portée continue et permanente.

Quelle est cette portée continue et permanente de Lénine ? Il ne s'agit pas du visage, du grand génie ou de l'homme bon, mais des idées, de la capacité d'organiser, de la compréhension historique dont il

s'est montré capable en créant l'instrument pour le progrès de l'humanité. Le marxisme existait déjà, il fallait l'appliquer et l'utiliser comme un instrument. Cet instrument indiquait que le parti était nécessaire, "un parti de professionnels" comme Lénine le disait, un parti consacré à l'activité spécifique de la lutte pour la prise du pouvoir, la construction de l'Etat ouvrier et du socialisme. Il fallait pour cela la morale, le sentiment et les relations de vie communistes qui donnent l'assurance de remplir cette fonction historique. C'est ce qu'était le parti, et ce fut la grande tâche historique de Lénine qui lui a permis de prendre ensuite le pouvoir.

Il faut sentir que cet instrument a le pouvoir le plus complet de la vérité, et qu'il peut par conséquent intervenir sans peur des conséquences, comme Lénine l'a fait en 1905. Il s'est trompé et s'est corrigé, parce que son intervention avait pour objectif d'agir comme bien public de l'histoire et d'impulser le progrès de l'humani-

té. Il n'avait aucun intérêt de parti, c'était l'instrument correct appliqué correctement mais non à la bonne étape. C'est sur l'étape qu'il s'est trompé mais non sur l'instrument, et il a corrigé le mot d'ordre en chemin.

Il a créé un parti trempé capable de comprendre et d'utiliser la vérité, n'ayant pas peur de la vérité et se basant sur elle pour analyser. C'est ainsi qu'il a créé la condition historique nécessaire pour le triomphe : faire sentir que l'instrument est indispensable mais qu'il faut savoir l'utiliser. L'histoire se développe, échappe à notre possibilité de l'organiser et de la dominer, mais par contre nous pouvons la prévoir, l'instrument qu'est le parti permet de prévoir le cours de l'histoire.

Il a su comprendre que l'étape n'était pas celle de la bourgeoisie ni de la révolution démocratique bourgeoise. Le mot d'ordre était de passer une brève période, jusqu'à 1917, de révolution démocratique bourgeoise sans que cela signifie pour le capitalisme une période de stabilité ou de pouvoir. Ce n'était plus l'étape historique de la bourgeoisie, cette période n'a duré que 7 mois pendant lesquels le parti s'est préparé pour prendre le pouvoir. Voilà ce qu'est Lénine, et ce qu'est le Parti Bolchevique préparé pour cet objectif.

J. POSADAS.

VIVE LE 75^{ème} ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION RUSSE !

Aujourd'hui, nous saluons le 75^e anniversaire de la Révolution Russe. Cette révolution socialiste a été la plus élevée de l'histoire et, de ce fait, elle restera toujours une référence pour les révolutions socialistes à venir. Ce qui la différencie de toutes les autres révolutions victorieuses, c'était l'existence des conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats, ou soviets, qui lui ont donné un caractère de masse et joué un rôle prépondérant. Le Parti Bolchevique était l'aile majoritaire d'une scission dans le Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie. Il était l'instrument qui incarnait et exprimait la volonté réelle des masses laborieuses et pouvait ainsi, avec ces deux dirigeants hors pair qu'étaient Lénine et Trotsky, guider le Parti à la prise du pouvoir d'Etat. Ce sont les contre-révolutionnaires tsaristes, libéraux, et même menchéviques en déclenchant la guerre civile avec l'appui et l'intervention des puissances capitalistes, qui ont liquidé beaucoup de Bolchéviques, ont fait reculer l'économie soviétique et provoqué la famine.

Ces conditions ont permis un développement de plus en plus important de la bureaucratie à l'intérieur du Parti et de l'Etat. La défaite de la révolution allemande n'a pas arrangé les choses.

Depuis quelques décennies, on a pu observer des changements d'attitude de cette bureaucratie, qui étaient un signe de la régénérescence partielle comme le disait le camarade Posadas.

Ce processus s'est exprimé le plus clairement avec l'apparition de Gorbatchev et l'espoir immense suscité par la glasnost et la perestroïka. Mais cette régénérescence était limitée dans les rangs de l'appareil bureaucratique et la

direction de Gorbatchev a eu peur d'être dépassé par l'intervention directe des masses.

Avec sa formule magique de "tout le pouvoir aux soviets", Eltsine a commencé à duper les travailleurs. Dans ces actes, on a bien vu que ce n'était pas du tout son souhait; mais bien: "tout le pouvoir aux nouveaux riches".

Aujourd'hui, la population est consciente de l'échec du programme libéral. Une majorité de députés l'ont rejeté au Parlement pour les défenseurs du capitalisme, tels que Eltsine, il n'y a plus d'avenir. Les principes de la Révolution d'Octobre sont profondément enracinés dans le peuple de l'ex-URSS et vont resurgir bientôt.



L'ETAT ACTUEL DE LA CRISE DES ETATS OUVRIERS ET LES PERSPECTIVES POUR LA REORGANISATION DU MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL suite de la page 1

couper n'importe quel lien avec la révolution mondiale : elle en craignait les effets internes. Le monde a déjà pesé énormément dans la crise actuelle, parce que le capitalisme n'a pas les mains vraiment libres pour intervenir, mais surtout parce que la lutte de classes au niveau mondial ne s'est pas arrêtée et s'intensifie notablement. En très peu de temps en Afrique du Sud, au Brésil, aux Etats-Unis et en Europe, des millions de personnes se sont mobilisées, pas toujours directement pour le socialisme, mais sans aucun doute contre les aspects les plus néfastes du capitalisme mondial. S'il est vrai que la bourgeoisie est une classe mondiale, le prolétariat l'est aussi et son action, même sans coordination, a un poids et un effet sur les travailleurs des ex-pays socialistes.

Cela veut dire que les masses du monde n'ont pas cru à la fable de la "fin du communisme". Alors, comment imaginer que dans les ex-pays socialistes les masses aient abandonné toute leur expérience et soient insensibles à cette réaction du reste de l'humanité ? C'est pour cette raison que nous ne pouvons dissocier le concept d'Etat ouvrier de cette réalité. Nous ne pouvons prévoir jusqu'où ira le préjudice porté à l'Etat ouvrier, mais nous avons le devoir de ne pas analyser le processus selon l'impression du moment.

Dans ce sens, les dégâts les plus graves proviennent de la déception de larges couches du mouvement communiste mondial organisé. Mais cette déception s'explique aussi par la conception bureaucratique et la pensée stalinienne qui ont dominé tous ces mouvements, par le fait qu'ils comprenaient le marxisme, non comme un instrument dialectique, mais comme une imposition et avec une rigidité bureaucratique. C'est la raison pour laquelle ce processus ne rencontre pas une expression consciente et que la récupération est très lente.

Dans cette situation, il faut observer le comportement des masses des Etats ouvriers et accompagner toutes leurs expériences. En Pologne, la classe ouvrière ne cesse pas les mouvements de grève, comme par exemple la lutte en défense des ouvriers de la FIAT qui a duré 54 jours, et qui a conduit à la formation d'un comité syndical revendiquant en premier point la défense des étatisations. Il s'agit là d'un élément très élevé de cette expérience, qui peut signifier un tournant historique. Dans les élections en Albanie, en Roumanie et en Lituanie, les tendances communistes ont gagné, soit la majorité, soit un pourcentage très important. Cela montre que la marche vers l'économie de marché rencontre de fortes résistances.

Les masses, qui dans la phase antérieure ont cherché à intervenir en secourant et en mettant en échec les appareils bureaucratiques "communistes", interviennent aujourd'hui contre les opportunistes, comme Walesa et autres, qui croyaient être les sauveurs.

Il est certain que le système des Etats ouvriers tel qu'il était il y a 10 ans n'existe plus. La révolution mondiale a subi un coup, surtout dans l'aspect de son organisation consciente. Mais il est aussi vrai qu'une série de fausses conceptions sur la construction du socialisme ont été

mises en échec, et que les vieux appareils qui empêchaient un développement de véritables courants communistes et révolutionnaires ont été balayés. Il s'est créé une situation nouvelle dans l'histoire, dans laquelle la réorganisation du mouvement communiste sur des bases conscientes est une priorité absolue. L'Internationale Communiste de masses se pose comme une nécessité objective urgente pour permettre l'extension de la pensée marxiste et révolutionnaire, et cette fois sans les entraves du passé.

Notre fonction dans cette situation est de favoriser, en tant que courant posadiste, tout aspect et élément de récupération. Tout l'instrument d'analyse de Posadas, sur la conception et la construction de l'Etat ouvrier vers le communisme, est un patrimoine que nous mettons à la disposition de toute l'humanité. Nous ne disons pas que l'humanité doit attendre ce qui se passe en Russie, mais que la récupération de cette expérience et la renaissance socialiste de l'URSS sont une des priorités les plus importantes, pas seulement en fonction de leur valeur symbolique, mais parce que dans cette structure, même fortement abîmée, on trouve des forces et des expériences très importantes qui dans un court délai historique peuvent s'unir et donner un sens très élevé à la lutte de classes et au mouvement révolutionnaire au niveau mondial.

Il faut promouvoir un front unique sur la base d'un programme et d'une réflexion théorique et politique très élevés, libres de tout conditionnement national ou bureaucratique. Il faut défendre l'expérience des étatisations, du monopole du commerce extérieur et la planification de l'économie comme instrument de progrès, mais il faut poser en premier lieu la discussion des expériences historiques des soviets et de la démocratie prolétarienne. Il faut revenir à l'expérience la plus élevée d'organisation d'un parti révolutionnaire, du Parti Bolchevique jusqu'à la mort de Lénine. Il faut discuter les quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste, qui contiennent les textes et les expériences les plus élevées de toute l'histoire du mouvement révolutionnaire à échelle mondiale. Il faut donner à cette discussion un caractère vivant, de défense des conquêtes sociales des Etats ouvriers, en élargissant les espaces démocratiques, en créant des organes qui proposent la reconstitution des soviets. Il ne faut donner aucune légitimité aux Eltsine et à tous ces mafieux qui se consacrent à démolir l'Etat ouvrier : dehors les bureaucrates, les nationalistes, les agents de l'impérialisme ! Il faut commémorer la Révolution d'Octobre dans le monde entier, en discutant ses principes et son influence libératrice pour toute l'humanité.

Il ne faut donner aucune prise aux hésitants, à ceux qui veulent réinventer un capitalisme à visage humain. Il ne faut donner aucun souffle aux défenseurs du "marché", il faut passer de l'étatisation à la socialisation, comme les bolcheviques l'ont posé. Aujourd'hui, les conditions sont beaucoup plus favorables mondialement qu'en 1917.

Le processus inégal et combiné a fait ses effets. L'ex-URSS est arrivée à un

niveau de développement technique, scientifique et social tel que le pas vers le socialisme était non seulement possible mais indispensable. Mais la condition pour le développement d'une société socialiste est d'appliquer la science marxiste. La société socialiste requiert la participation consciente des masses à sa direction. La direction de l'Etat ouvrier soviétique, même à l'époque de la régénérescence partielle, n'a pas développé les aptitudes pour accomplir ce bond qualitatif.

Nous, les communistes de 1992, nous ne partons pas des premiers balbutiements du mouvement ouvrier, nous partons d'une expérience puissante qui va survivre, même si le capitalisme lance la guerre nucléaire, comme l'a analysé le camarade Posadas.

Il faut impulser toute forme de front unique mondial contre le capitalisme qui vit une crise gigantesque, malgré les avantages qu'il a tirés de la crise des pays dits socialistes. Dans cette crise, le capitalisme peut entraîner l'humanité vers une troisième guerre mondiale, tel est le résultat de la concentration sans précédents des richesses du monde entre les mains d'une petite partie de l'humanité et de l'exploitation accrue des masses et des pays les plus faibles.

Il faut unifier tous les mouvements révolutionnaires, catholiques, écologiques, socialistes et communistes, les syndicats et les autres organisations populaires, sur la base d'un programme commun d'opposition au capitalisme, afin de donner une continuité et des objectifs

supérieurs aux luttes sociales.

C'est le devoir de l'avant-garde la plus consciente de progresser dans les conclusions de cette période historique, pour être capable de résoudre la crise dans un sens de progrès. Mais la base doit être la pleine conviction que la lutte de classes au niveau mondial continue et s'approfondit et qu'il faut rétablir les centres de coordination et d'unification.

Le capitalisme mondial est chaque fois plus unique, hyperconcentré en force financière, et de plus en plus capable d'écraser n'importe quel pays qui veut se développer : le Nicaragua, Cuba, l'Angola, l'Ethiopie et l'Afghanistan ont été soumis à la pression contre-révolutionnaire du capitalisme, qui révèle toute sa barbarie dans le boycott de l'Irak, après l'avoir poussé à la guerre et avoir fait tous ses massacres. Malgré la crise de l'expérience de type socialiste dans les pays arriérés, il n'y a aucune issue dans l'économie de marché et le capitalisme.

Le mouvement des non-alignés et l'ONU n'ont rien pu faire. L'Internationale Socialiste n'a rien pu faire. En dix ans, le capitalisme le plus moderne et le plus technologique de l'histoire a réduit en esclavage des millions d'êtres humains en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. Même les pôles dynamiques, comme certains pays asiatiques, sont soumis à la consommation du monde capitaliste développé et au pillage effréné des ressources naturelles et humaines. Il n'y a pas de troisième voie. L'unique chemin est la lutte pour le socialisme enrichie des expériences historiques, mais dont le ciment se trouve dans la meilleure tradition du mouvement prolétarien et révolutionnaire et dans les principes et le programme de la Révolution d'Octobre.

4 Novembre 1992.

EDITORIAL

suite de la page 1

LES NOUVELLES GUERRES DU CAPITALISME MONDIAL

ne des millions de travailleurs au chômage en organisant ses rationalisations, ses concentrations et son espace économique européen.

Mais la révolte des masses exploitées et déplacées est très profonde, en Europe, aux Etats-Unis et dans le reste du monde. Depuis l'effondrement de l'ex-URSS, le capitalisme croit avoir les mains libres pour imposer son nouvel ordre mondial. Mais il doit de toutes façons couvrir ses interventions militaires du titre "ingérence humanitaire" pour les faire passer devant l'opinion publique, il ne peut cacher l'échec de l'économie de marché dans les pays de l'Est et dans l'ex-RDA, ni son incapacité à assurer le progrès des populations dans ces pays, ni d'ailleurs dans le reste du monde capitaliste. Il y a un décalage permanent entre la volonté de lutte et la révolte des masses, et l'organisation internationale de cette révolte. On n'a pas de front anti-capitaliste dans le camp de la gauche, du mouvement syndical, des partis communistes et socialistes. Mais si les agriculteurs parviennent à communiquer dans toute l'Europe pour manifester ensemble leur refus de la liquidation et du diktat américain,

pourquoi ne pas le faire avec tous les travailleurs salariés d'Europe. Dans ce sens, la grève européenne des cheminots le 1er décembre dernier a été un exemple historique pour tous les travailleurs et il doit être suivi et étendu dans tous les secteurs de l'industrie et des services publics, pour défendre un programme commun de revendications et un plan de développement économique pour répondre aux besoins des populations et pas au profit capitaliste.

Il faut dire "non" à toutes ces ingérences militaires et soi-disant humanitaires, dire non aussi à l'engagement de l'armée belge dans ces agressions. Pas plus en Somalie qu'en Yougoslavie on ne va défendre le progrès social. La suppression du service militaire obligatoire n'est pas un bien si la nouvelle armée professionnelle de Belgique doit servir à accompagner des opérations militaires de l'impérialisme dans le monde. La Belgique reçoit des remontrances de l'OTAN d'un côté, mais de l'autre, se montre très servile vis-à-vis des Etats-Unis en envoyant des centaines de paras faire régner l'ordre américain en Somalie. Il ne faut pas accepter l'envoi de soldats belges en Somalie!

CONTRIBUTION AU CONGRES EUROPEEN CONTRE LE RACISME BERLIN 13 AU 15 NOVEMBRE 1992

A l'initiative du PDS (Parti du Socialisme Démocratique), va se tenir à Berlin du 13 au 15 Novembre 1992 un Congrès Européen contre le Racisme, ouvert à l'ensemble des organisations politiques et syndicales, des mouvements antiracistes et des tendances de gauche en lutte contre toutes les manifestations racistes et xénophobes qui s'expriment de plus en plus violemment aujourd'hui dans toute l'Europe.

Notre mouvement politique, la IVe Internationale Posadiste, a participé aux travaux de ce congrès, et nous publions ci-après, outre le programme de discussions, la déclaration que nous adressons à cette manifestation.

Chers camarades,

La IVe Internationale Posadiste salue fraternellement tous les participants de cette réunion et l'opportunité de réaliser ce colloque en Allemagne tout en lui donnant une portée européenne.

Nous croyons que le racisme ne résulte pas d'un comportement moral ou immoral de différentes personnes, mais constitue un des aspects de la crise que vit actuellement la société européenne et mondiale. Par conséquent, l'élaboration d'une politique antiraciste ne peut faire abstraction des solutions ou des perspectives que nous pouvons proposer pour surmonter cette crise que traverse toute l'humanité.

C'est le propre de l'impérialisme et du capitalisme de créer des théories racistes pour justifier sa politique de conquêtes coloniales, ou les guerres qu'il mène encore. Mais on voit aussi, avec les grands bouleversements qu'ont vécus les Etats ouvriers, les pays dits socialistes de l'Europe de l'Est, de l'URSS ou de la RDA, avec la guerre en Yougoslavie, les affrontements nationalistes en Russie, en Géorgie, etc..., que le racisme (ou le nationalisme qui en est une facette) sévit aussi à l'Est, et donc que l'instauration de ces Etats ouvriers, après la guerre 40-45 n'a pas suffi à éliminer ces fléaux des relations sociales.

Mais nous ne devons pas identifier ces aspects avec l'idée du socialisme lui-même. La bureaucratie qui a eu le pouvoir à la place des travailleurs, en RDA, en URSS et dans toute l'Europe de l'Est, a reproduit et développé les mêmes vices que la classe capitaliste, la même mentalité de propriété privée. Elle a dirigé l'Etat ouvrier comme une propriété particulière et non comme un Etat de transition pour construire des relations humaines supérieures, socialistes. La profonde révolte des masses contre cette bureaucratie a conduit au démantèlement de celle-ci, mais non à son remplacement par un pouvoir socialiste des travailleurs,

cette situation créant un vide politique.

C'est ainsi que des secteurs parmi les plus réactionnaires de cette bureaucratie ont abandonné tous les intérêts des travailleurs et du socialisme, qu'ils font tous les compromis avec le système capitaliste pour garder le pouvoir là où ils le peuvent, qu'ils acceptent ou même provoquent le démantèlement des pays socialistes et servent de jouets à la guerre que le système capitaliste stimule dans tous les ex-pays socialistes.

Tous les vestiges du stalinisme se retrouvent dans ces cliques, soit quand elles revendiquent des territoires, soit quand elles rejettent les droits à l'existence d'autres communautés ou minorités ethniques.

Les Etats ouvriers ne sont pas la société socialiste, ce sont des Etats de transition vers le socialisme, le socialisme ne pouvant se réaliser qu'au niveau de l'humanité entière. Ils ont porté en eux beaucoup des contradictions héritées de l'ancien régime capitaliste ou féodal dont ils sont issus. De plus, ils n'ont pas maintenu à leur tête une direction révolutionnaire communiste pour surmonter ces contradictions. C'est pour cela que tant de problèmes de racisme et d'ultra-nationalisme peuvent surgir à l'Est comme à l'Ouest de l'Europe.

L'Europe du Marché Commun a été un champion de la défense du droit d'asile et des droits de l'homme, quand cela lui servait à stimuler la dissidence dans les pays socialistes et à se montrer accueillante pour les réfugiés des pays socialistes, de la RDA, de la Pologne, de la Roumanie, du Vietnam, etc... Maintenant, les gouvernements de tous les pays européens, et pas seulement l'Allemagne, veulent restreindre ce droit d'asile qui ne leur est plus utile politiquement. Il y a aussi un sentiment logique dans certaines couches pauvres de la population européenne, qui pensent que plus il y a de réfugiés et plus le partage du

"gâteau" distribué par les gouvernements européens en ce qui concerne les services sociaux, l'enseignement, etc..., est difficile. De là une certaine complaisance aux thèses nationalistes qui rendent les immigrés et les réfugiés responsables de la situation présente.

Mais il semble aussi évident que les manifestations racistes des groupes néo-nazis, en Allemagne et dans d'autres pays européens, ne sont pas appuyées par les masses populaires. Elles sont entretenues et encouragées par les gouvernements, comme celui de Kohl qui les laisse agir tranquillement et publiquement. Mais la grande masse des travailleurs se rend bien compte que ni les immigrés, ni les demandeurs d'asile, ne sont responsables des problèmes croissants qu'ils rencontrent pour vivre. Tandis qu'une minorité de capitalistes ne cesse de s'enrichir, la grande majorité des travailleurs s'appauvrit. En Allemagne, ce sont essentiellement les travailleurs qui ont payé la réunification, et ce sont les grandes sociétés capitalistes et les banques qui en ont tiré profit. Le capitalisme a voulu détruire la RDA et montrer que sa société est meilleure. Le résultat en est des millions de chômeurs, l'appauvrissement de toute la population, la destruction de l'ensemble du secteur industriel et la régression des acquis sociaux. Tout cela se retourne contre lui maintenant, c'est pourquoi il a recours aux groupes racistes et fascistes pour détourner les préoccupations des masses vers la soi-disant responsabilité des immigrés dans la crise et pour développer la violence qui s'exercera ensuite contre les travailleurs.

Comme l'a dit un écrivain : "le grand serpent RFA a avalé le hérisson de la RDA mais n'arrive pas à le digérer", et il risque même d'avoir très mal, car les travailleurs de l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest, au lieu de céder aux démons du racisme, sont en train de s'unifier au travers des grèves, des mobilisations, au travers du programme commun du mouvement syndical pour l'égalité des salaires et le droit au travail pour tous, au travers des comités pour la justice qui mettent en avant toutes les conquêtes sociales de l'ex-RDA afin de les défendre et de les étendre à toute l'Allemagne, par exemple le droit à l'avortement, la protection des femmes travailleuses et des enfants. Mais c'est aussi à l'échelle européenne, à travers de fortes mobilisations contre les phénomènes d'exclusion et de racisme, contre les atteintes à la liberté d'expression et aux droits de l'homme, que s'exprime partout la nécessité de se mobiliser et de s'unifier, comme en Italie, en France ou en Belgique.

Nous croyons que c'est dans cette force et cette intervention du mouvement ouvrier que se trouve le centre de la riposte à développer en Allemagne et dans toute l'Europe, contre les manifestations de racisme et d'ultranationalisme. Il

faut unifier les travailleurs de toute l'Europe sur la base d'un programme de transformations économiques et sociales, pour l'égalité de tous devant le travail et le droit au travail pour tous, pour le nivellement des acquis sociaux en fonction du pays où ils sont le plus élevés, pour l'organisation d'une économie industrielle et agricole au service des besoins des populations et non en fonction du profit capitaliste.

Bureau International
de la IVe Internationale
Posadiste.
Le 10 Novembre 1992.

CONGRES EUROPEEN CONTRE LE RACISME

BERLIN
13 AU 15 NOVEMBRE 1992

PROGRAMME

Vendredi 13 Novembre 1992
Séance plénière d'ouverture

**"La forteresse européenne :
un racisme sans frontière ?"**

Samedi 14 Novembre 1992
Travaux en commissions

Commission 1
**"Sur la genèse de la migration
en Europe et vers l'Europe"**

Commission 2
**"Comparaison des politiques
européennes de discrimination et
des mesures anti-discriminatoires"**

Commission 3
**"Les causes du racisme et du
nationalisme à travers les enquêtes
faites en Europe sur
la migration et le racisme"**

Commission 4
**"L'extrême-droite et le
nationalisme en Europe :
comment l'anti-fascisme moderne
compte y répondre ?"**

Commission 5
**"Le racisme dans les médias
et le langage"**

Commission 6
**"Les perspectives d'une politique
antiraciste en Europe"**

Commission 7
"Le racisme dans le socialisme réel"

Commission 8
"Le racisme et le sexisme"

Séance plénière
**"Le racisme et le colonialisme
au cours de 500 ans d'histoire"**

Dimanche 15 Novembre 1992
Séance plénière de clôture

**"Les perspectives d'une politique
antiraciste en Europe"**